



## Chapitre R-10

# LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

## SECTION I

### DÉFINITIONS ET APPLICATION

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- « régime de retraite »:* a) « régime de retraite »: le Régime de retraite des fonctionnaires, le Régime de retraite des enseignants ou un régime supplémentaire auquel s'applique la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17) et auquel cotisent les employés d'un organisme visé à l'article 2;
- « employé »:* b) « employé »: une personne visée à l'article 2;
- « employeur »:* c) « employeur »: le gouvernement ou, selon le cas, un organisme ou institution visé à l'article 2;
- « cotisation »:* d) « cotisation »: la cotisation d'un employé en vertu de la présente loi;
- « contribution »:* e) « contribution »: la contribution d'un employeur en vertu de la présente loi;
- « pension différée »:* f) « pension différée »: une rente viagère payable à l'employé qui a atteint l'âge de 65 ans, qu'elle se continue ou non en faveur d'une autre personne après le décès;
- « crédit de rente »:* g) « crédit de rente »: la valeur annuelle des prestations auxquelles un employé a acquis droit en vertu du présent régime et provenant d'un régime supplémentaire ou résultant de service antérieur;
- « rente libérée »:* h) « rente libérée »: une rente provenant d'un régime supplémentaire et dont le paiement est totalement assuré ou garanti, soit par le gouvernement canadien ou d'une province, soit par une compagnie ou société d'assurance enregistrée au Québec;
- « assurance-salaire »:* i) « assurance-salaire »: l'assurance-salaire établie conformément aux conventions collectives, sauf les régimes optionnels complémentaires d'assurance-salaire;
- « convention collective »:* j) « convention collective »: une convention collective au sens du Code du travail, une sentence arbitrale qui en tient lieu, un décret au sens de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2), un règlement du gouvernement ou du Conseil du trésor qui fixe des conditions de travail de même que les normes établies par le

ministre des affaires sociales et applicables en matière de personnel en vertu du paragraphe *i* de l'article 3 de la Loi sur le ministère des affaires sociales (chapitre M-23);

«*année*»;  
«*année de service*»;

*k*) «*année*»: l'année civile;

*l*) «*année de service*»: une année de service visée à l'article 42 et pour laquelle aucun crédit de rente ni aucune rente libérée n'est payable;

«*prescrit*»;  
«*règlement*»;

*m*) «*prescrit*»: prescrit par règlement;

*n*) «*règlement*»: un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi;

«*pension*» ou «*pension annuelle*»;

*o*) «*pension*» ou «*pension annuelle*»: la pension visée aux articles 52 et 68;

«*Commission*»;

*p*) «*Commission*»: la Commission administrative du régime de retraite constituée par la présente loi;

«*ministre*».

*q*) «*ministre*»: le ministre de la fonction publique.

1973, c. 12, a. 1.

Régime de retraite  
constitué.

**2.** À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973, est constitué un régime de retraite applicable, sous réserve des articles 4 à 14, aux personnes suivantes rémunérées à salaire:

1° aux employés du gouvernement;

2° aux employés:

*a*) des établissements publics et des établissements privés conventionnés au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) mais uniquement, dans le cas des établissements privés, ceux qui sont conventionnés pour les fins déterminées par règlement;

*b*) des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales au sens de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14) et des collèges d'enseignement général et professionnel;

*c*) des institutions d'enseignement privé déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9);

*d*) de la Société des Traversiers du Québec, à l'exception des mécaniciens de ladite société à l'égard desquels la Canadian Marine Officers Union est accréditée;

*e*) de la Société des Alcools du Québec;

*f*) des Commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre instituées en vertu du chapitre F-5;

*g*) de tout autre organisme ou de toute autre institution auxquels une loi rend la présente loi applicable ou auxquels le gouvernement, par règlement, rend la présente loi applicable;

3° au président du Conseil du statut de la femme;

4° au président et aux deux vice-présidents de l'Office de la langue française;

5° aux membres de la Commission des affaires sociales et aux assesseurs de ladite Commission qui reçoivent une rémunération annuelle;

6° au président de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles;

7° aux membres de la Commission des loyers qui sont à temps plein et sont rémunérés sur une base annuelle;

8° aux membres de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires;

9° aux membres et employés de la Régie des installations olympiques.

Employés non visés.

Un employé occasionnel suivant que le définissent les règlements et un employé qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans ne sont pas des employés visés par la présente loi. Il en est de même d'une personne qui est employée à la leçon ou à l'acte médical, d'un médecin résident ou interne ou d'une personne qui est employée d'une façon intermittente suivant les critères déterminés par règlement.

1973, c. 12, a. 2; 1974, c. 9, a. 1; 1974, c. 62, a. 5; 1975, c. 41, a. 47; 1976, c. 51, a. 9; 1977, c. 5, a. 228; 1977, c. 21, a. 1.

Employés du  
gouvernement.

**3.** Sont des employés du gouvernement visés par la présente loi:

a) les fonctionnaires et ouvriers régis par la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3);

b) les employés de tout organisme du gouvernement auquel une loi rend la présente loi applicable;

c) les personnes occupant une fonction à laquelle s'applique la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12).

1973, c. 12, a. 3; 1974, c. 9, a. 2.

Personnes exclues.

**4.** La présente loi ne s'applique pas aux juges, aux commissaires de la Commission des valeurs mobilières qui bénéficient du régime de retraite prévu par la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), aux coroners qui bénéficient du même régime, aux membres de la Sûreté du Québec ni aux membres de la Législature.

1973, c. 12, a. 4; 1977, c. 21, a. 2.

Application du régime.

**5.** Le présent régime s'applique de plein droit aux employés qui, le 30 juin 1973, ne cotisent à aucun régime de retraite ou qui sont nommés ou embauchés après le 30 juin 1973.

Application du régime.

Il s'applique également aux employés dont le régime supplémentaire de rentes s'est terminé après le 30 juin 1973 par suite d'une modification apportée à ce régime supplémentaire de rentes. Dans ce cas, les modalités édictées aux articles 6 et 9 de la présente loi

	s'appliquent comme si les employés avaient opté de participer au présent régime.
Cumul de services.	Un employé qui, avant le 30 juin 1973, a quitté une fonction visée par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires ou la Loi sur le régime de retraite des enseignants sans avoir obtenu le remboursement de ses cotisations et qui par la suite occupe une fonction à laquelle s'applique le régime de retraite établi par la présente loi, peut faire compter le service accumulé dans ces régimes de la façon prévue à l'article 90 comme s'il avait opté de participer au présent régime conformément à l'article 10.
Changement de fonctions du cotisant.	Toutefois, un employé qui, le 30 juin 1973, cotise à un régime de retraite et change de fonction par la suite pour occuper une fonction à laquelle s'applique le même régime, continue de cotiser à ce régime de retraite pourvu qu'il n'y ait pas, lors de ce changement de fonction, interruption de service pour une durée plus longue que 180 jours et pourvu qu'il n'ait pas obtenu un remboursement de ses cotisations.
Changement de fonctions du cotisant.	Un employé qui, le 30 juin 1973, cotise à un régime de retraite et change de fonction par la suite pour occuper une fonction à laquelle ne s'applique pas ce régime de retraite mais à laquelle s'applique le régime de retraite établi par la présente loi, peut faire compter le service accumulé dans ce régime, de la façon prévue aux articles 90 ou 92, comme s'il avait opté de participer au présent régime.
	1973, c. 12, a. 5; 1974, c. 9, a. 3; 1977, c. 21, a. 3.
Régime applicable aux employés cotisant à autre régime.	<b>6.</b> Le présent régime s'applique aux employés qui, le 30 juin 1973, cotisent à un régime de retraite autre que le Régime de retraite des fonctionnaires ou le Régime de retraite des enseignants si, à la majorité des votants du régime en cause, ils optent en ce sens lors d'un scrutin tenu parmi eux suivant les règles prévues par règlement; dans un tel cas, les fonds accumulés dans le régime sont transférés à la Commission ou il y a émission d'un certificat de rente libérée comme le prévoit l'article 92.
Scrutin séparé.	Ce scrutin est tenu séparément pour les employés de niveau syndicalisable et un autre est tenu pour les autres employés; le résultat de chacun de ces scrutins lie séparément chacun des deux groupes.
Date du scrutin.	Ce scrutin peut être tenu à toute époque à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 1973 mais au plus tard dans les six mois de la date de la remise par la Commission à ces employés ou leurs représentants, des documents suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un exemplaire du texte du régime supplémentaire de rentes auquel ils cotisent et des règlements qui s'y rapportent;</li> <li>b) l'évaluation actuarielle la plus récente de ce régime supplémentaire;</li> <li>c) le bilan le plus récent se rapportant à la gestion financière de ce régime supplémentaire;</li> </ul>

d) un état détaillé des crédits de rente accumulés à l'égard de chaque employé en vertu de ce régime supplémentaire.

1973, c. 12, a. 6; 1974, c. 9, a. 4.

Régime spécial applicable  
aux employés des services  
de santé et sociaux.  
Exception.

**7.** Nonobstant l'article 6, les employés des secteurs des services de santé et des services sociaux d'un organisme désigné par le gouvernement qui, à toute date depuis le 30 septembre 1975, sont intégrés à une fonction à laquelle s'applique le présent régime cotisent, à compter de leur intégration, à un régime de retraite établi par le gouvernement et similaire au régime auquel ils cotisaient antérieurement sauf si, à la majorité des votants du régime en cause, ils optent en faveur du présent régime lors d'un scrutin tenu parmi eux en la forme prévue à l'article 6.

Administration par la  
Commission.  
Valeur des bénéfices des  
régimes antérieurs.

Le régime ainsi établi est administré par la Commission et est sujet à l'application des premier et troisième alinéas de l'article 113.

Aux fins du présent article, la valeur actuelle des bénéfices accumulés par les employés dans le régime auquel ils cotisaient antérieurement est établie à la date de l'intégration. Cette valeur est établie en utilisant les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation actuarielle de leur régime de retraite. Les montants correspondant à cette valeur sont transférés à la Commission.

1976, c. 16, a. 1; 1977, c. 21, a. 4.

Employés en fonction dans  
un hôpital fédéral.

**8.** Nonobstant l'article 6, les employés en fonction dans un hôpital fédéral désigné par le gouvernement qui sont intégrés à une fonction à laquelle s'applique le présent régime peuvent opter de cotiser au présent régime ou à un régime de retraite établi par le gouvernement et similaire au régime auquel ils cotisaient antérieurement.

Option.

L'option prévue au premier alinéa s'exerce conformément aux règles et conditions fixées par le gouvernement.

Dispositions applicables.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 7 s'appliquent au présent article.

1977, c. 21, a. 5.

Date d'application du  
régime.

**9.** Le présent régime s'applique aux employés qui ont opté en sa faveur conformément à l'article 6, à compter du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet, suivant la date la plus rapprochée qui suit d'au moins deux mois la réception par la Commission d'un avis des représentants de ces employés, indiquant le choix effectué.

1973, c. 12, a. 7.

Option pour le présent  
régime.

**10.** Chaque employé qui, le 30 juin 1973, cotise au Régime de

Option révocable pour certaines personnes.	<p>retraite des fonctionnaires ou au Régime de retraite des enseignants peut, jusqu'au 30 juin 1979, opter pour le présent régime en transmettant un avis à cet effet à la Commission de la manière prescrite.</p> <p>Toute personne qui a déjà été membre ou employé d'une commission d'apprentissage instituée en vertu de la Loi de l'aide à l'apprentissage (Statuts refondus, 1964, chapitre 148) et qui a déjà été sujet à l'application de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) peut toutefois révoquer l'option faite en faveur du présent régime en donnant un avis à cet effet à la Commission dans l'année suivant le 10 août 1977.</p> <p>1973, c. 12, a. 8; 1977, c. 21, a. 6.</p>
Date d'application du régime.	<p><b>11.</b> Le présent régime s'applique à un employé qui opte en sa faveur en vertu de l'article 10, à compter:</p> <p>a) du 1<sup>er</sup> janvier 1974 s'il a transmis un avis à cet effet à la Commission entre le 1<sup>er</sup> juillet 1973 et le 31 octobre 1973;</p> <p>b) du 1<sup>er</sup> juillet 1974 s'il a transmis un avis à cet effet à la Commission entre le 1<sup>er</sup> novembre 1973 et le 30 avril 1974;</p> <p>c) du 1<sup>er</sup> janvier 1975 s'il a transmis un avis à cet effet à la Commission entre le 1<sup>er</sup> mai 1974 et le 31 octobre 1974;</p> <p>d) du 1<sup>er</sup> juillet 1975 s'il a transmis un avis à cet effet à la Commission entre le 1<sup>er</sup> novembre 1974 et le 31 décembre 1974;</p> <p>e) du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet, suivant la date la plus rapprochée qui suit d'au moins deux mois la réception par la Commission de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 10.</p> <p>1973, c. 12, a. 9; 1977, c. 21, a. 7.</p>
Avis d'option d'un ancien fonctionnaire au régime des enseignants.	<p><b>12.</b> Nonobstant l'article 5, lorsqu'un employé qui cotise au Régime de retraite des fonctionnaires cesse, après le 30 juin 1973, d'exercer une fonction à laquelle ce régime est applicable pour devenir, dans les 180 jours, un enseignant régi par la Loi sur le régime de retraite des enseignants, il peut opter pour ce dernier régime, à compter du début de sa nouvelle fonction, en donnant un avis à cet effet à la Commission dans les soixante jours du début de sa nouvelle fonction.</p>
Années de service comptées si l'employé ne fait pas l'option.	<p>Dans le cas où l'employé ne fait pas l'option prévue au premier alinéa, il a droit de faire compter à son crédit en vertu du présent régime, les années de service qu'il a droit de faire compter en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, pourvu qu'il n'ait pas reçu remboursement de ses cotisations. Les bénéfices à l'égard de ces années transférées sont ceux qui sont prévus à l'article 90 de la présente loi.</p>
Intérêt.	<p>Les cotisations antérieures à la date à laquelle l'employé commence à cotiser au présent régime ne portent pas intérêt.</p> <p>1973, c. 12, a. 10.</p>

Avis d'option d'un ancien enseignant au régime des fonctionnaires.

**13.** Nonobstant l'article 5, lorsqu'un employé qui cotise au Régime de retraite des enseignants cesse, après le 30 juin 1973, d'exercer une fonction à laquelle ce régime est applicable pour devenir, dans les 180 jours, un fonctionnaire ou employé régi par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, il peut opter pour ce dernier régime, à compter du début de sa nouvelle fonction, en donnant un avis à cet effet à la Commission dans les soixante jours du début de sa nouvelle fonction.

Années de service comptées si l'employé ne fait pas l'option.

Dans le cas où l'employé ne fait pas l'option prévue au premier alinéa, il a droit de faire compter à son crédit en vertu du présent régime, les années de service qu'il a droit de faire compter en vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants, pourvu qu'il n'ait pas reçu remboursement de ses cotisations. Les bénéfices à l'égard de ces années transférées sont ceux qui sont prévus à l'article 90 de la présente loi.

Intérêt.

Les cotisations antérieures à la date à laquelle l'employé commence à cotiser au présent régime ne portent pas intérêt.

1973, c. 12, a. 11.

Contribution à un régime supplémentaire.

**14.** Nonobstant l'article 5, lorsqu'un employé qui cotise à un régime supplémentaire cesse, après le 30 juin 1973, d'exercer une fonction à laquelle ce régime supplémentaire s'applique et exerce par la suite la même fonction ou une autre fonction à laquelle le même régime supplémentaire s'applique, cet employé doit cotiser de nouveau à ce régime supplémentaire si ce régime l'y oblige en vertu d'une clause relative à l'interruption de service.

Droit à un crédit de rente.

Dans le cas où l'employé visé au premier alinéa n'est pas obligé de cotiser de nouveau au régime supplémentaire, il a droit d'obtenir, pourvu qu'il n'ait pas reçu de remboursement de ses cotisations, un crédit de rente s'il en fait la demande à la Commission dans les soixante jours du début de sa nouvelle fonction et si le régime supplémentaire y pourvoit.

Dispositions applicables.

Les articles 92, 96 et 97 à 101 s'appliquent *mutatis mutandis* au crédit de rente visé au présent article.

1973, c. 12, a. 12; 1974, c. 9, a. 5.

## SECTION II

### COMMISSION

Constitution.

**15.** Un organisme est constitué sous le nom de «Commission administrative du régime de retraite».

1973, c. 12, a. 13.

- Objet. **16.** La Commission a pour objet d'administrer le présent régime et tout régime de retraite ou d'assurance dont une loi lui confie l'administration ou dont le gouvernement lui confie l'administration.  
1973, c. 12, a. 14.
- Composition. **17.** La Commission se compose de sept membres, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement pour une période qui ne peut excéder dix ans. Le président est en même temps le directeur-général de la Commission et il peut être choisi parmi les fonctionnaires du gouvernement.  
1973, c. 12, a. 15.
- Fonctions continuées. **18.** Chacun des membres de la Commission, y compris le président, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.  
1973, c. 12, a. 16.
- Immunité. **19.** Les membres de la Commission ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.  
1973, c. 12, a. 17.
- Allocations. **20.** Le gouvernement fixe les allocations et les indemnités auxquelles les membres de la Commission ont droit ainsi que le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel du président et du vice-président.  
1973, c. 12, a. 18.
- Services exclusifs. **21.** Le président doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de sa fonction.  
1973, c. 12, a. 19; 1974, c. 9, a. 6.
- Fonctionnaires et employés. **22.** Les fonctionnaires et employés de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).  
1973, c. 12, a. 20.
- Président. **23.** Le président est responsable de l'administration et de la direction de la Commission.
- Pouvoirs d'un sous-chef. Il a, à l'égard des fonctionnaires et employés de la Commission,



les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue à un sous-chef.

1973, c. 12, a. 21.

Quorum. **24.** Le quorum de la Commission est de quatre membres, dont le président ou le vice-président.

Vote prépondérant. En cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

1973, c. 12, a. 22.

Siège social. **25.** La Commission a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

1973, c. 12, a. 23.

Secrétaire. **26.** Le gouvernement désigne, parmi les fonctionnaires du gouvernement, le secrétaire de la Commission.

1973, c. 12, a. 24.

Authenticité des procès-verbaux. **27.** Les procès-verbaux des séances de la Commission approuvés par elle et certifiés par le secrétaire sont authentiques.

1973, c. 12, a. 25.

Rapport annuel. **28.** La Commission doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente.

Dépôt. Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

1973, c. 12, a. 26.

Année financière. **29.** L'année financière de la Commission correspond à l'année civile.

1973, c. 12, a. 27.

Vérification. **30.** Les comptes de la Commission sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement.

1973, c. 12, a. 28.

Renseignements. **31.** Toute personne qui est ou a été l'administrateur d'un régime

	de retraite ou, le cas échéant, l'employeur ou le fiduciaire, doit fournir à la Commission, à la demande de celle-ci, les renseignements et documents prescrits.
Enquêtes et droit d'entrée.	Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Commission peut, par elle-même, un de ses membres ou toute personne qu'elle désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence. Tout membre de la Commission et toute personne ainsi désignée peuvent dans l'exercice de leurs fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans le bureau de l'administrateur d'un régime de retraite ou, le cas échéant, de l'employeur ou du fiduciaire, faire l'examen de ses livres, registres, comptes ou autres documents et en prendre note ou copie.
Communication de livres.	Une personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes ou documents doit en donner communication à l'inspecteur qui en fait la demande et lui en faciliter l'examen.
Pouvoirs des commissaires.	Aux fins de ces enquêtes ou inspections, la Commission et tout inspecteur ou enquêteur désigné par elle sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).
Serment.	Dans le cas où ces enquêtes sont tenues par une personne autre qu'un membre de la Commission, cette personne est tenue de prêter le serment prévu par cette loi.
Manoeuvres interdites.	Il est interdit d'entraver le travail d'un inspecteur ou d'un enquêteur de la Commission dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères ou de refuser d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi.
Certificat attestant qualité.	Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité, signé par le président de la Commission ou une personne autorisée par lui à cette fin.

1973, c. 12, a. 29.

Renseignements confidentiels.	<b>32.</b> Sont confidentiels tous renseignements relatifs à un cotisant ou un bénéficiaire obtenus en vertu des régimes de retraite et d'assurance confiés à l'administration de la Commission par une personne au service de la Commission. Sauf en conformité des dispositions de la présente loi, il est interdit à ces personnes de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.
Communication au cotisant.	Toutefois, un tel renseignement peut, sur demande écrite faite à la Commission par le cotisant, le bénéficiaire ou son représentant autorisé, être communiqué, aux conditions prescrites, à une personne désignée dans la demande.

Renseignements au ministère des affaires sociales.	Un tel renseignement, sauf s'il se rapporte aux traitements et aux cotisations d'un employé, peut être mis à la disposition du ministère des affaires sociales chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application des lois dont il est chargé.
Renseignements au ministère du revenu.	Tout renseignement relatif aux paiements faits par la Commission à un employé peut être mis à la disposition du ministère du revenu chaque fois que la chose est nécessaire pour l'application des lois dont il est chargé.
Poursuite judiciaire.	Nonobstant toute autre loi, aucune personne au service de la Commission ou du gouvernement du Québec n'est tenue de faire, dans une poursuite judiciaire, une déposition ayant trait à un renseignement qui est confidentiel aux termes du premier alinéa, ni de produire un document contenant un tel renseignement.
Exception.	Le premier et le cinquième alinéas ne s'appliquent pas en ce qui concerne les poursuites relatives à l'application de la présente loi. 1977, c. 21, a. 8.
Recouvrement.	<b>33.</b> Lorsqu'une personne reçoit un bénéfice ou un remboursement auquel elle n'a aucun droit ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, le montant de ce bénéfice ou remboursement ou le trop-perçu peuvent, en tout temps, être recouvrés.
Déduction.	Le montant de cette dette peut, de la manière prescrite par règlement, être déduit de toute somme due à cette personne par la Commission.
Remise de dette.	Le gouvernement peut remettre cette dette, s'il juge que le montant ne devrait pas en être recouvré eu égard aux circonstances. 1977, c. 21, a. 8.
Réception de prestations au profit d'un bénéficiaire.	<b>34.</b> La Commission peut, s'il est établi à sa satisfaction qu'une personne est incapable de gérer ses affaires, désigner, en l'absence d'un tuteur, d'un curateur ou d'un administrateur légalement autorisé, une personne pour faire la demande ou recevoir un bénéfice prévu par les régimes de retraite et d'assurance confiés à l'administration de la Commission. Cependant, la Commission, avant de désigner une personne pour recevoir les prestations au profit du bénéficiaire, doit conclure avec cette personne une entente relative à l'emploi dudit bénéfice.
Renseignements.	Cette personne doit, sur demande de la Commission, donner sur une formule prescrite des renseignements sur l'emploi des bénéfices reçus. 1977, c. 21, a. 8.
État.	<b>35.</b> La Commission prépare à l'intention de chaque employé assu-

jetti à un régime de retraite qu'elle administre, au moins à tous les trois ans, un état indiquant:

- a) le service accumulé à son crédit;
- b) le montant des cotisations versées, et
- c) s'il y a lieu, les crédits de rente qu'il a acquis.

1977, c. 21, a. 8.

Intérêt sur somme due.

**36.** Toute somme due par la Commission en application des régimes de retraite qu'elle administre porte intérêt au taux calculé de la façon prévue à l'article 76 s'il s'est écoulé plus de 60 jours entre la date de la réception d'une demande d'un bénéficiaire, faite à la Commission sur la formule prescrite, et la date du paiement, lorsque la demande est reçue postérieurement à la date à laquelle la somme est payable. Si une telle demande est reçue antérieurement à la date à laquelle la somme devient payable, le délai de 60 jours commence à courir à compter de la date de réception mais la somme porte intérêt uniquement à compter de la date à laquelle elle devient payable.

Intérêt sur somme due.

Le montant des cotisations déduit en excédent du montant exigible en vertu d'un des régimes visés au premier alinéa porte intérêt au même taux à compter du 1<sup>er</sup> juillet qui suit la date prescrite par le régime concerné pour la remise du rapport de l'employeur.

1977, c. 21, a. 8.

### SECTION III

#### TRAITEMENT ADMISSIBLE

«*Traitement admissible*».

**37.** On entend dans le présent régime par l'expression «traitement admissible» le traitement qui est versé à un employé au cours d'une année et celui auquel cet employé aurait eu droit durant une période d'absence à l'égard de laquelle l'assurance-salaire s'applique.

1973, c. 12, a. 30.

Bénéfices exclus.

**38.** Le traitement admissible ne comprend pas:

- a) les bonis et les honoraires;
- b) la rémunération pour les heures supplémentaires de travail;
- c) les primes d'éloignement, de logement et de repas;
- d) les prestations d'assurance-salaire y compris les prestations provenant de régimes optionnels d'assurance-salaire;
- e) toute autre rémunération exclue par règlement ou partie de rémunération exclue par le ministre conformément aux critères adoptés par règlement.

1973, c. 12, a. 31.

- Montant forfaitaire inclus. **39.** Tout montant forfaitaire payé à un employé à titre d'augmentation ou de rajustement de son traitement d'une année antérieure fait partie du traitement admissible pour l'année au cours de laquelle il est versé.
- Montant forfaitaire inclus. Toutefois, un pareil montant forfaitaire payé à un employé dans l'année suivant l'année de sa mise à la retraite fait partie du traitement admissible pour l'année au cours de laquelle l'employé a pris sa retraite.
- Montant forfaitaire pour service antérieur non compris. Toutefois, un pareil montant forfaitaire qui est payé après le 1<sup>er</sup> juillet 1973 et qui se rapporte à une période de service antérieure à cette date, n'est pas compris dans le traitement admissible d'un employé pour l'année au cours de laquelle il est versé sauf si le régime de retraite auquel cotisait cet employé le prévoit.
- 1973, c. 12, a. 32; 1977, c. 21, a. 9.
- Traitement admissible minimum. **40.** Le traitement admissible d'un employé au cours d'une année pendant laquelle il reçoit son plein traitement ne peut être inférieur au traitement prévu à son classement dans l'échelle de salaires correspondant à sa classification suivant les conditions de travail qui le régissent.
- 1973, c. 12, a. 33.
- Maximum. **41.** Le traitement admissible d'un employé au cours d'une année ne peut excéder son traitement admissible provenant de son emploi principal à temps plein.
- 1973, c. 12, a. 34.

## SECTION IV

### ANNÉES DE SERVICE

- Année de service pour fins de pension. **42.** Il est compté, en vertu du présent régime, une année de service pour tout employé qui occupe une fonction à temps plein pendant une année entière et qui reçoit son plein traitement au cours de cette année.
- Fraction d'année. Il est compté une fraction d'année de service:
- a) pour l'employé qui ne reçoit pas son plein traitement au cours de l'année; ou
  - b) pour l'employé à temps partiel ou saisonnier.
- Calcul de la fraction. La fraction visée au paragraphe a du deuxième alinéa est égale à la proportion que représente le nombre de jours de travail rémunérés de cet employé par rapport au nombre de jours de travail rémunérés qu'il aurait eu pendant une année entière.
- La fraction visée au paragraphe b du deuxième alinéa est égale à

- la proportion que représente l'équivalent en nombre de jours complets de travail rémunérés de cet employé par rapport au nombre de jours complets de travail rémunérés, pendant l'année, d'un employé à temps plein qui occupe une fonction similaire.
- Condition. Le service visé au présent article n'est compté que si les cotisations ont été déduites ou payées.
- Calcul d'année. Il ne peut, en aucun cas, être compté plus d'une année de service au cours d'une même année civile.
- 1973, c. 12, a. 35; 1974, c. 9, a. 7.
- Employé occupant plus d'une fonction. **43.** Dans le cas d'un employé qui occupe plus d'une fonction à laquelle le présent régime peut être applicable, le service découlant de sa fonction principale est compté en premier lieu et le service découlant de sa fonction secondaire est ajouté jusqu'à concurrence d'une année complète de service.
- Cumul de service non autorisé. Toutefois, un employé ne peut faire compter, au cours de l'année de sa mise à la retraite, plus de service que le service découlant d'une fonction à temps plein pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et la date de mise à la retraite.
- 1973, c. 12, a. 36; 1977, c. 21, a. 10.
- Absence pour invalidité. **44.** La période pendant laquelle un employé est absent pour cause d'invalidité et à laquelle s'applique l'assurance-salaire lui est comptée à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi absent.
- 1973, c. 12, a. 37.
- Congé sans solde. **45.** La période pendant laquelle un employé bénéficie d'un congé sans solde, pour une durée d'au moins trente jours consécutifs, lui est comptée à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi en congé sans solde pourvu:
- a) qu'il fasse une demande à cet effet à la Commission dans les six mois du début de ce congé sans solde,
  - b) qu'il verse, pour chacune de ces années, un montant égal à 240% des retenues qui auraient été effectuées s'il n'avait pas été ainsi en congé, basé sur le traitement qu'il recevait au moment où il a été mis en congé et,
  - c) qu'il occupe une fonction visée par la présente loi dès que prend fin le congé sans solde sauf s'il est décédé, est devenu invalide, a acquis droit à la retraite, ou si, à son retour, il passe au service d'un employeur avec lequel la Commission a conclu une entente de transférabilité.
- Époque des versements. La Commission détermine les époques auxquelles ces versements doivent être effectués. Toutefois, tout montant non payé à compter

de la date du retour au travail porte intérêt au taux déterminé par le règlement adopté en vertu du paragraphe *n* de l'article 149.

1973, c. 12, a. 38; 1977, c. 21, a. 11.

Règlements sur normes  
d'emplois.

**46.** Le gouvernement détermine, par règlement, les normes permettant d'établir ce qui, pour chaque secteur d'emploi, constitue un emploi à temps plein, à temps partiel ou saisonnier, compte tenu des conventions collectives.

1973, c. 12, a. 39.

### SECTION V

#### CALCUL DES COTISATIONS

Retenue sur traitement  
admissible.

**47.** Une retenue de 7½% est faite sur le traitement admissible de tout employé qui excède 35% du maximum de ses gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9).

Exemption minimale.

L'exemption de 35% du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec ne doit toutefois pas être inférieure à \$2,500 pour les fins du présent régime.

Application.

Cette exemption est appliquée au prorata du nombre de périodes de paie au cours d'une année.

Employés à temps partiel.

De plus, dans le cas d'un employé à temps partiel, cette exemption est appliquée au prorata de l'équivalent en jours complets de travail rémunérés qu'il a accomplis par rapport au nombre de jours de travail rémunérés qu'un employé à temps plein aurait accomplis dans une fonction similaire.

1973, c. 12, a. 40.

Exonération des cotisations.

**48.** Un employé qui est absent de son travail pour une raison qui le rend éligible à l'assurance-salaire est exonéré, pour la période pendant laquelle il est admissible à l'assurance-salaire ou reçoit des prestations d'assurance-salaire, des cotisations qui auraient été déduites de son traitement s'il n'avait été absent de son travail.

Cotisations considérées  
versées.

Au cas de remboursement des cotisations aux employés, les cotisations dont ils ont été exonérés sont considérés comme ayant été effectivement versées. Cependant, dans les cas où le régime d'assurance-salaire le prévoit, l'assureur doit verser à la Commission un montant égal aux cotisations qui auraient été versées et ce montant est crédité au compte de l'employé.

Cotisation au cas de  
congés-maladie.

Une cotisation est toutefois déduite du montant qu'un employé reçoit à titre de traitement durant une période d'absence compensée

à même l'accumulation de congés-maladie prévue par une convention collective.

1973, c. 12, a. 41; 1974, c. 9, a. 8; 1977, c. 21, a. 12.

Diminution des cotisations  
de certains employés.

**49.** La cotisation des employés en fonction le 30 juin 1973 qui deviennent de plein droit régis par le présent régime ou qui optent à cette date ou par la suite de cotiser au présent régime, est diminuée de 2% du traitement admissible du 1<sup>er</sup> juillet 1973 jusqu'au 30 juin 1974, de 1½% du 1<sup>er</sup> juillet 1974 jusqu'au 30 juin 1975 et de 1% du 1<sup>er</sup> juillet 1975 jusqu'au 30 juin 1976.

Cette diminution s'applique également à l'employé en fonction le 30 juin 1973 qui cesse par la suite d'exercer ses fonctions et occupe de nouveau, dans les 90 jours de la cessation de ses fonctions, une fonction visée au présent régime, pourvu que cet employé n'ait pas demandé le remboursement de ses cotisations.

1973, c. 12, a. 42.

Révision des taux.

**50.** Nonobstant l'article 47, le gouvernement peut, par règlement, à des intervalles d'au moins trois ans, réviser le taux de la cotisation en se basant sur les évaluations actuarielles prévues par la présente loi. La cotisation est ajustée à compter du 1<sup>er</sup> juillet suivant le résultat de cette évaluation. Nonobstant ce qui précède, aucune révision de taux ne peut prendre effet avant le 1<sup>er</sup> juillet 1979.

1973, c. 12, a. 43; 1977, c. 21, a. 13.

Remboursement des  
trop-perçus.

**51.** Le montant des cotisations déduit en excédent du montant exigible en vertu de la présente loi, doit être remboursé à l'employé.

1973, c. 12, a. 44; 1974, c. 9, a. 9.

## SECTION VI

### RENTES DE RETRAITE

#### §1. — *Admissibilité*

Droit à la pension.

**52.** Il est accordé par la Commission une pension annuelle de retraite à tout employé qui en fait la demande et

a) qui a atteint l'âge de 65 ans; ou

b) qui a atteint l'âge de la retraite obligatoire; ou

c) dont l'âge et les années de service, y compris celles pour lesquelles une rente libérée ou un crédit de rente a été acheté, totalisent 90 ou plus.



- Réduction de pension  
d'employé de moins de 60  
ans. Dans le cas visé au paragraphe c, si l'employé est âgé de moins de soixante ans au moment de sa mise à la retraite, la pension est réduite, pendant sa durée, de un demi de un pour cent calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle la pension est accordée et la date du soixantième anniversaire de naissance de l'employé.  
1973, c. 12, a. 45.
- Jours ajoutés pour  
compléter année de service. **53.** Lors du calcul de la pension ou, le cas échéant, de la pension différée, il est ajouté au plus 90 jours à la durée des services accomplis par un employé pour compléter toute année de service qui serait autrement incomplète et qui précède l'année où il quitte le service ou décède.  
1973, c. 12, a. 46; 1977, c. 21, a. 14.
- Congé de maternité. **54.** Il est ajouté à la durée des services de toute employée qui s'est absentée en raison d'un congé de maternité un nombre de jours égal au nombre de jours d'absence sans excéder 120 jours par congé de maternité. Une telle période d'absence sera comptée sans cotisation de la part de l'employée. L'employée doit cependant, pour que le présent article s'applique, transmettre une demande à cet effet à la Commission dans l'année suivant la date de son retour au travail après la fin du congé de maternité.  
1977, c. 21, a. 15.
- §2.—*Âge de la retraite obligatoire*
- Âge limite.  
Employés en fonction le 30  
juin 1973. **55.** L'âge de la retraite obligatoire est de 65 ans.  
Toutefois, à l'égard des employés en fonction le 30 juin 1973, l'âge de la retraite obligatoire est de 67 ans jusqu'au 30 avril 1974 et de 66 ans du 1<sup>er</sup> mai 1974 jusqu'au 31 décembre 1975. De plus, l'âge de la retraite obligatoire atteint le 22 décembre 1973 ou entre cette date et le 30 avril 1974 est reporté au 30 avril 1974.
- Cessation de fonctions. Lorsqu'un employé atteint l'âge de la retraite obligatoire, ses fonctions cessent de plein droit. Cet employé n'accumule plus de service donnant droit à une pension et la retenue prévue à l'article 47 cesse de lui être applicable.  
1973, c. 12, a. 47; 1977, c. 21, a. 16.
- Âge de retraite pour  
enseignant. **56.** Pour un employé qui exerce une fonction d'enseignant au sens de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11), l'âge de la retraite obligatoire visé à l'article 55 est reporté à la fin

de l'année scolaire, au sens de ladite loi, au cours de laquelle l'employé atteint cet âge.

Enseignant de 65 ans admissible. Toutefois, l'enseignant qui atteint son soixante-cinquième anniversaire de naissance ou qui devient admissible à une pension en vertu du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 52 dans les deux mois qui suivent la fin d'une année scolaire au sens de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11) est réputé être admissible à sa pension à la fin de ladite année scolaire.

1973, c. 12, a. 48; 1977, c. 21, a. 17.

Droit sauvegardé. **57.** L'employé qui, le 30 juin 1973, cotise à un régime supplémentaire qui fixe l'âge normal ou obligatoire de la retraite à plus de 65 ans, ou qui fixe l'âge de la retraite à plus de 65 ans par suite de l'âge atteint par l'employé au début de sa participation au régime supplémentaire conserve le droit de prendre sa retraite à plus de 65 ans à l'égard du présent régime.

1973, c. 12, a. 49; 1977, c. 21, a. 18.

### §3. — *Pension*

Base de la pension. **58.** La pension est basée sur le traitement admissible moyen de l'employé pour les cinq années de service les mieux rémunérées ou pour chacune de ses années de service s'il en a moins que cinq.

Fractions d'année considérées. Lorsqu'il est tenu compte, dans le calcul prévu au premier alinéa, d'une ou plusieurs fractions d'année de service, le complément d'année de service et le traitement admissible moyen correspondant sont obtenus d'une autre année de service parmi les mieux rémunérées.

1973, c. 12, a. 50.

Montant. **59.** La pension est fixée à 2% du traitement admissible moyen visé à l'article 58 par année de service.

1973, c. 12, a. 51.

Maximum d'années comptées. **60.** Dans le calcul du service d'un employé pour fins du calcul de la pension, il ne peut être compté plus de trente-cinq années de service.

1973, c. 12, a. 52.

Date du paiement. **61.** La pension devient payable à l'employé qui y a droit à compter

du jour où il cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi.  
1973, c. 12, a. 53.

Mode de paiement. **62.** La pension est payée au pensionné sa vie durant par mensualités et à terme échu ou de la façon déterminée par règlement.  
1973, c. 12, a. 54.

Paiement de la valeur actuelle. **63.** Nonobstant toute disposition inconciliable de la présente loi, la Commission peut effectuer, à la demande du bénéficiaire, en tout temps à compter du moment où la pension est payable, le paiement comptant de la valeur actuelle d'une pension dont le montant est moindre que \$300 annuellement, conformément aux normes établies par règlement.  
1977, c. 21, a. 19.

Décès du pensionné. **64.** Lorsque le pensionné meurt, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant et sa veuve ou son veuf ou, à défaut, ses ayants droit ont droit de recevoir le versement mensuel échu.  
1973, c. 12, a. 55; 1974, c. 9, a. 10.

Réduction de pension. **65.** À compter du mois qui suit le soixante-cinquième anniversaire de naissance d'un employé, la pension payée en vertu de l'article 52 est réduite de 0.7% du traitement admissible moyen visé à l'article 58 par année de service postérieure au 31 décembre 1965.

Réduction de pension. Lorsque le traitement moyen utilisé est le traitement moyen fixé à l'article 78, cette réduction s'effectue sur le traitement admissible moyen déterminé à l'article 58.

Partie de traitement non visée. Toutefois, cette réduction ne s'applique pas sur la partie du traitement admissible moyen qui excède la moyenne du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec à l'égard des cinq dernières années précédant la retraite.  
1973, c. 12, a. 56; 1977, c. 21, a. 20.

### §4. — *Bénéfice au conjoint*

«Veuve». **66.** Dans la présente loi, le mot «veuve» désigne l'épouse non divorcée d'un employé décédé.

A défaut d'une épouse non divorcée, le mot «veuve» désigne la personne qui prouve, à la satisfaction de la Commission, que pendant au moins trois ans précédant immédiatement le décès de l'employé:

a) elle a résidé avec cet employé;

- b) il l'a publiquement représentée comme conjoint; et
- c) lors du décès de l'employé, ni l'un ni l'autre n'était marié à une autre personne.

1973, c. 12, a. 57; 1977, c. 21, a. 21.

«Veuf». **67.** Dans la présente loi, le mot «veuf» désigne l'époux non divorcé d'une employée décédée.

À défaut d'un époux non divorcé, le mot «veuf» désigne la personne qui prouve, à la satisfaction de la Commission, que pendant au moins trois ans précédant immédiatement le décès de l'employée:

- a) elle a résidé avec cette employée;
- b) cette employée l'a publiquement représentée comme conjoint;
- c) lors du décès de cette employée, ni l'un, ni l'autre n'était marié à une autre personne.

1973, c. 12, a. 58; 1974, c. 9, a. 11; 1977, c. 21, a. 22.

Pension. **68.** À compter de la date à laquelle cesse le paiement de la pension d'un pensionné qui décède, sa veuve ou son veuf a droit de recevoir, sa vie durant, par mensualités et à terme échu, une pension égale à la moitié de la pension que recevait ce pensionné au moment de son décès.

Pension à la veuve ou au veuf. Si l'employé était admissible à une pension annuelle sans en avoir fait la demande au moment de son décès, sa veuve ou son veuf a droit, à compter du décès, de recevoir la moitié de la pension que cet employé aurait eu droit de recevoir. Cette pension est payable sa vie durant, par mensualités et à terme échu.

1973, c. 12, a. 59; 1974, c. 9, a. 12.

Réduction de pension. **69.** Si un pensionné ou un employé visé au deuxième alinéa de l'article 68 a moins de soixante-cinq ans au moment de son décès, la pension annuelle qui sert de base au calcul de la pension payable à la veuve ou au veuf est réduite de 0.7% du traitement admissible moyen visé à l'article 58 par année de service comptée en vertu de la présente loi et postérieure au 31 décembre 1965.

Partie de traitement non visée. Toutefois, cette réduction ne s'applique pas sur la partie du traitement admissible moyen qui excède la moyenne du maximum des gains admissibles en vertu du Régime de rentes du Québec pour les cinq dernières années précédant la mise à la retraite.

1973, c. 12, a. 60; 1974, c. 9, a. 13; 1977, c. 21, a. 23.

Décès. **70.** Lorsque la veuve ou le veuf décède, la pension court jusqu'au

premier jour du mois suivant et ses héritiers ont alors droit de recevoir le versement mensuel qui est échu.

1973, c. 12, a. 61; 1974, c. 9, a. 14.

## SECTION VII

### REMBOURSEMENT ET PENSIONS DIFFÉRÉES

Remboursement au cas de  
décès avant droit à la  
pension.

**71.** Si un employé décède avant d'être admissible à une pension annuelle de retraite visée par la section VI, les sommes qui ont été retenues de son traitement et les sommes qu'il a versées pour acquitter un crédit de rente sont remboursées à ses ayants droit avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 76.

1973, c. 12, a. 62.

Au cas de démission.

**72.** Si un employé cesse d'occuper une fonction par suite de démission, de destitution, d'abolition de sa charge ou, sous réserve de l'article 48, d'invalidité, avant qu'il puisse lui être compté deux années de service, les sommes qui ont été retenues sur son traitement et les sommes qu'il a versées pour acquitter un crédit de rente lui sont remises avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 76.

Choix de l'employé  
occupant de nouveau un  
poste.

Si l'employé visé au premier alinéa occupe à nouveau une fonction auprès d'un organisme visé par la présente loi dans les 180 jours de la date de cessation de ses fonctions, il peut choisir de recevoir le remboursement des sommes prévues au premier alinéa ou de faire compter le service accumulé à son compte.

1973, c. 12, a. 63; 1974, c. 9, a. 15.

Remboursement ou pension  
différée.

**73.** S'il peut être compté à l'employé visé à l'article 72 deux années et plus de service, il peut opter pour le remboursement visé audit article ou pour une pension différée. S'il a opté pour une pension différée, il peut toutefois modifier en tout temps son option avant la date effective du début du paiement de cette pension différée, en donnant un avis à cet effet à la Commission.

Pension différée obligatoire.

Toutefois, notwithstanding le premier alinéa, s'il peut être compté à cet employé plus de dix années de service et s'il a atteint l'âge de quarante-cinq ans au moment où il cesse d'occuper sa fonction, il a droit exclusivement à une pension différée. Pour les fins du présent alinéa, toute période continue de service postérieure au 31 décembre 1965 doit être comptée. Cet employé peut toutefois choisir de recevoir un montant représentant jusqu'à concurrence de 25% de la valeur actuelle de cette pension différée et obtenir une pension différée ajustée pour tenir compte de ce paiement.

Montant maximum.

Le montant représentant jusqu'à concurrence de 25% de la valeur

- actuelle de la pension différée ne peut être supérieur au montant des cotisations de l'employé accumulées avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 76.
- Annulation de pension différée. La pension différée payable obligatoirement à un employé ou pour laquelle il avait opté au moment de sa cessation d'emploi est annulée s'il cotise de nouveau au présent régime et le service qu'il accumule s'ajoute au service qui lui était compté au moment de sa cessation d'emploi.
- Calcul de la nouvelle pension. Si cet employé avait choisi, conformément au deuxième alinéa, de recevoir jusqu'à concurrence de 25% de la valeur actuelle de cette pension différée, le service qu'il accumule s'ajoute au service qui lui était compté au moment de sa cessation d'emploi, une nouvelle pension est recalculée de la façon prévue aux articles 58 à 65 et la valeur annuelle de la pension initiale qui lui a été remboursée est soustraite de cette nouvelle pension. Dans ce dernier cas, l'employé ne peut se prévaloir de nouveau du choix prévu au deuxième alinéa du présent article.
- 1973, c. 12, a. 64.
- Dispositions applicables. **74.** Les articles 58 à 60 ainsi que les articles 62 et 65 s'appliquent à une pension différée.
- 1973, c. 12, a. 65.
- Délai de remboursement. **75.** Tout remboursement en vertu de la présente section est effectué au plus tard le cent quatre-vingtième jour suivant la réception d'une demande de la personne qui a droit au remboursement, faite à la Commission sur la formule prescrite.
- 1973, c. 12, a. 66; 1977, c. 21, a. 24.
- Calcul de l'intérêt. **76.** L'intérêt visé par la présente section est calculé suivant les règlements adoptés à cet effet par le gouvernement, compte tenu des conventions collectives.
- 1973, c. 12, a. 67.

### SECTION VIII

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX PENSIONS

- Ajustement annuel par indexation. **77.** Le montant de toute pension annuelle est ajusté annuellement par indexation de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année

subséquent soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

Ajustement des pensions différées. Les pensions différées sont ajustées par indexation de la façon prévue à l'alinéa précédent. Cet ajustement ne s'applique toutefois qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le soixante-cinquième anniversaire de naissance du pensionné.

1973, c. 12, a. 68.

Augmentation de la valeur annuelle avant le 1<sup>er</sup> juillet 1977. **78.** La valeur annuelle au 1<sup>er</sup> juillet 1977 de toute pension accordée en vertu de la présente loi avant le 1<sup>er</sup> juillet 1977 est augmentée, le cas échéant, à compter de cette date, en calculant la pension sur un traitement moyen de \$7,000 dans tous les cas où le traitement admissible moyen utilisé pour l'établir était inférieur à ce montant.

Augmentation de la valeur annuelle après le 1<sup>er</sup> juillet 1977. De plus, la valeur annuelle de toute pension accordée en vertu de la présente loi après le 1<sup>er</sup> juillet 1977 est augmentée, le cas échéant, à compter de la date effective de cette pension, en calculant la pension sur un traitement moyen de \$7,000 dans tous les cas où le traitement admissible moyen utilisé pour l'établir était inférieur à ce montant.

1973, c. 21, a. 25.

Paiement du solde aux ayants droit. **79.** Si le total des montants versés à titre de pension à un employé et de pension versée à sa veuve ou à son veuf est inférieur au montant total des cotisations de cet employé accumulées avec intérêt, jusqu'à la date à laquelle le premier paiement de la pension est payable, calculé selon le taux déterminé par règlement, la différence est payée à ses ayants droit en un seul versement dès que cesse le versement de la pension à la dernière personne qui y avait droit.

1973, c. 12, a. 69; 1974, c. 9, a. 16.

Cessation de paiement d'une pension. **80.** Le paiement d'une pension accordée en vertu de la présente loi cesse, à la demande du bénéficiaire, s'il occupe à nouveau une fonction visée par le présent régime.

Cotisation. Dans ce cas, il cotise à nouveau au présent régime et la pension qu'il recevait est calculée de nouveau au moment de son départ pour tenir compte des années de service et du traitement admissible qui lui sont comptés pendant qu'il occupe une telle fonction.

1973, c. 12, a. 70; 1977, c. 21, a. 26.

SECTION IX

TRANSFERT ET ACHAT DE SERVICE

§1.—*Service antérieur d'un employé ne cotisant pas à un régime de retraite*

Droit à un crédit de rente.

**81.** L'employé qui, avant son assujettissement au régime de retraite établi par les présentes, ne cotise pas à un régime de retraite, a droit à un crédit de rente calculé en fonction du nombre d'années de service antérieures, jusqu'à un maximum de quinze années, pourvu:

a) qu'il ait occupé une fonction auprès d'un organisme visé par la présente loi ou qui, au jugement de la Commission, l'aurait été s'il n'avait cessé d'exister; et

b) que le 1<sup>er</sup> juillet 1973 son nom soit inscrit sur une liste d'éligibilité du bureau de placement sectoriel ou intersectoriel prévu par une convention collective, ou qu'il commence à cotiser au présent régime au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1979.

Restriction.

Toutefois, l'employé ne peut faire compter, en vertu du présent article, une ou plusieurs années pour lesquelles une pension ou une pension différée est payable en vertu d'un régime de retraite.

Exception: employés de la Commission des loyers.

Les conditions fixées au paragraphe *b* du présent article ne s'appliquent pas aux membres et employés de la Commission des loyers qui étaient en fonction le 1<sup>er</sup> juillet 1974.

Crédit de rente.

Le crédit de rente qu'ils obtiennent est établi de la façon prévue à l'article 84. Toutefois, si ces membres et employés ne recevaient pas de traitement à la date mentionnée, le crédit de rente est établi sur le traitement admissible annuel qu'ils recevaient à la date de leur entrée en fonction à la Commission des loyers.

Tout membre ou employé qui est entré en fonction à la Commission des loyers après le 1<sup>er</sup> juillet 1974 peut obtenir un crédit de rente pour la totalité ou une partie de la période comprise entre sa date d'entrée en fonction et le 23 décembre 1976. Ce crédit de rente est établi de la façon prévue à l'article 84 mais sur le traitement admissible annuel du membre ou de l'employé lors de son entrée en fonction.

1973, c. 12, a. 71; 1976, c. 51, a. 10; 1977, c. 21, a. 27.

Avis pour faire compter service antérieur.

**82.** L'employé qui désire se prévaloir des dispositions de l'article 81 et faire compter, pour le calcul de ce crédit de rente, la totalité ou une partie du nombre des années de service antérieur visées à cet article doit donner un avis à cet effet à la Commission au plus tard le 31 décembre 1979.

Avis pour faire compter service antérieur.

Toutefois, en ce qui concerne les membres et employés de la



Commission des loyers, l'avis visé au premier alinéa doit être donné au plus tard le 30 juin 1978.

1973, c. 12, a. 72; 1976, c. 51, a. 11; 1977, c. 21, a. 28.

Calcul des années de service.

**83.** Les années de service visées à l'article 82 sont calculées seulement pour fins d'admissibilité à la pension annuelle et, s'il y a lieu, à la pension différée.

1973, c. 12, a. 73.

Crédit de rente.

**84.** Le crédit de rente est égal, pour chaque année de service ainsi calculée, à 2% du traitement admissible annuel de l'employé en date du 1<sup>er</sup> juillet 1973 s'il recevait alors un traitement ou, dans le cas contraire, du traitement admissible annuel qu'il reçoit à la date antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1979 à laquelle il commence à cotiser au régime de retraite établi par la présente loi, moins 0.7% du maximum des gains admissibles à cette date en vertu du Régime de rentes du Québec.

1973, c. 12, a. 74; 1977, c. 21, a. 29.

Rente viagère.

**85.** Ce crédit de rente est accordé sous forme de rente viagère payable à l'employé à compter de son âge obligatoire de retraite.

Rente retardée.

Toutefois, si l'employé cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi, à un âge autre que l'âge prévu au premier alinéa, la rente viagère devient payable à la même date que la pension annuelle.

Réduction de rente.

Si la date à laquelle la pension annuelle devient ainsi payable est antérieure à la date de sa retraite obligatoire mais postérieure à son soixante-cinquième anniversaire de naissance, la rente est réduite, pendant sa durée, de  $\frac{3}{4}$  de un pour cent par mois calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle cette rente lui est payable et la date de sa retraite obligatoire.

Réduction de crédit de rente.

Si la date à laquelle la pension annuelle devient ainsi payable est antérieure à la date de sa retraite obligatoire et antérieure au soixante-cinquième anniversaire de sa naissance, le crédit de rente est réduit, pendant toute sa durée, de  $\frac{1}{2}$  de un pour cent par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle le crédit de rente lui est payable et le soixante-cinquième anniversaire de sa naissance, et de  $\frac{3}{4}$  de un pour cent par mois, calculé pour chaque mois compris entre le soixante-cinquième anniversaire de sa naissance et la date de sa retraite obligatoire.

1973, c. 12, a. 75.

Tarif des primes.

**86.** Le montant que l'employé doit verser pour acquitter le crédit

de rente visé à l'article 85 est déterminé suivant le tarif de primes apparaissant à l'annexe I.

1973, c. 12, a. 76; 1977, c. 21, a. 30.

**Paiement de la prime.** **87.** Pour obtenir un crédit de rente, l'employé doit payer à la Commission, soit comptant, soit par versements, la prime calculée selon l'annexe I.

**Période des versements.** Toutefois, les versements ne peuvent être échelonnés sur une période supérieure à une période correspondant à la moitié du service que l'employé veut faire compter sauf lorsque les versements ainsi calculés excèdent \$3,500 par année. Dans ce cas, les versements peuvent être échelonnés sur une période telle qu'ils soient égaux à \$3,500 par année, à l'exception du dernier versement qui peut être inférieur à ce montant. Cependant, les versements ne peuvent, en aucun cas, être effectués après l'âge de la retraite obligatoire de l'employé.

**Versements présumés effectués.** Lorsque l'employé décède avant d'avoir terminé les versements dans le délai fixé par le présent article, tous les versements sont présumés avoir été effectués aux fins de l'admissibilité du conjoint survivant à la demi-pension.

**Paiement effectué par employeur.** Lorsqu'un employé utilise la totalité ou une partie de la valeur de ses congés-maladie accumulés à son crédit pour payer la prime déterminée au premier alinéa, ce paiement peut être effectué par son employeur selon les modalités déterminées par la Commission.

1973, c. 12, a. 77; 1974, c. 9, a. 17; 1977, c. 21, a. 31.

**Intérêt.** **88.** Tout montant non acquitté par l'employé dans les trente jours de la mise à la poste d'un avis de la Commission indiquant le montant de la prime, porte intérêt au taux de 6% l'an.

1973, c. 12, a. 78.

**Paiement de différence au cas de décès.** **89.** Si, au décès du bénéficiaire d'un crédit de rente visé par la présente section, le total des montants qui lui ont été versés est inférieur au montant qu'il a dû payer pour acquérir le crédit de rente, avec intérêt au taux établi par règlement calculé jusqu'à la date du premier paiement du crédit de rente, la différence est payée à ses ayants droit en un seul versement lorsque cette rente viagère cesse de lui être payable.

1973, c. 12, a. 79.

## §2.—*Service antérieur d'un employé cotisant à un régime de retraite*

Années de service antérieur créditées.	<b>90.</b> Tout employé qui cotise au Régime de retraite des fonctionnaires ou au Régime de retraite des enseignants et qui opte, conformément à la présente loi, de cotiser au présent régime, se voit créditer, pour fins de pension, les années de service et le traitement qu'il a droit de faire compter en vertu du régime auquel il cotise à la date de son option, pourvu que ses cotisations ne lui aient pas été remboursées.
Dispositions applicables.	Toutefois, à l'égard de ces années de service ainsi créditées, les dispositions de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires ou, le cas échéant, de la Loi sur le régime de retraite des enseignants relatives, dans le cas d'invalidité, de décès ou de cessation de fonction, à l'admissibilité à une pension et au paiement d'une pension continuent de s'appliquer jusqu'à ce qu'une pension ou une pension différée devienne payable en vertu de la présente loi. Elles ne continuent alors de s'appliquer que si elles sont plus avantageuses pour le pensionné que celle de la présente loi.
Versement compté.	Il est tenu compte, dans l'application des articles 72 et 79 de la présente loi, de tout versement fait conformément au deuxième alinéa du présent article à l'égard des années de service ainsi créditées.
Intérêt.	Les cotisations antérieures à la date à laquelle l'employé commence à cotiser au présent régime ne portent pas intérêt.
	1973, c. 12, a. 80; 1974, c. 9, a. 18.
Crédit de rente pour moins de 15 ans de service.	<b>91.</b> Un employé qui, en vertu de l'article 90, a fait compter moins de 15 années de service, a droit à un crédit de rente établi de la façon prévue aux articles 82 à 88 mais basé sur son traitement admissible annuel en date du 1 <sup>er</sup> juillet 1973. Ce crédit de rente est calculé d'après l'excédent sur le nombre d'années que l'employé a fait compter en vertu de l'article 90 du moindre: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de 15 années; ou</li> <li>b) du nombre d'années pendant lesquelles l'employé a occupé une fonction auprès d'un organisme visé par la présente loi ou qui, au jugement de la Commission, l'aurait été s'il n'avait cessé d'exister.</li> </ul>
Restriction.	Toutefois, l'employé ne peut faire compter, en vertu du présent article, une ou plusieurs années pour lesquelles une pension ou une pension différée est payable en vertu d'un régime de retraite.
	1973, c. 12, a. 81.
Crédit de rente des cotisants à un régime supplémentaire.	<b>92.</b> Les employés qui cotisent à un régime supplémentaire de rentes et qui optent conformément à la présente loi de cotiser au présent régime obtiennent un crédit de rente calculé selon les années

de service et le traitement qu'ils ont droit de faire compter en vertu de ce régime supplémentaire et les fonds accumulés, à l'exception des cotisations additionnelles volontaires, sont transférés à la Commission.

Rente viagère.	Le crédit de rente obtenu est une rente viagère payable à compter de l'âge de soixante-cinq ans.
Date de paiement de rente.	Toutefois, si l'employé cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi à un âge autre que soixante-cinq ans, le crédit de rente devient payable à la même date que la pension annuelle.
Augmentation du crédit de rente.	Si la date à laquelle la pension annuelle devient ainsi payable est ultérieure à la date du soixante-cinquième anniversaire de naissance de l'employé, le crédit de rente est augmenté, pendant sa durée, de $\frac{3}{4}$ de un pour cent par mois calculé pour chaque mois compris entre le soixante-cinquième anniversaire de naissance de l'employé et la date à laquelle cette rente lui est payable.
Réduction du crédit de rente.	Si la date à laquelle la pension devient ainsi payable est antérieure au soixante-cinquième anniversaire de naissance de l'employé, le crédit de rente est réduit, pendant sa durée, de $\frac{1}{2}$ de un pour cent par mois calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle cette rente lui est payable et le soixante-cinquième anniversaire de sa naissance.
Certificat de rente libérée.	Lorsque le régime supplémentaire de rentes prévoit l'émission d'un certificat de rente libérée en cas de cessation de versements de cotisations et que les cotisations accumulées ne sont pas versées à la Commission, les années de services comptées en vertu du régime supplémentaire sont comptées pour les fins de l'admissibilité à une pension ou pension différée en vertu de la présente loi et non pour fin de calcul de cette pension.

1973, c. 12, a. 82; 1974, c. 9, a. 19.

Années de service.	<b>93.</b> Nonobstant toute disposition contraire, les années de service complétées par le personnel de soutien des collèges d'enseignement général et professionnel sont considérées comme des années de service accomplies en vertu du présent régime, pour la période durant laquelle ces employés ont participé à un régime supplémentaire de rentes ou ont versé une cotisation à une caisse en fidéicommiss et ce pour la période du 21 avril 1970, jusqu'à la date d'application de la présente loi.
Transfert de sommes.	Les sommes accumulées dans ce régime supplémentaire ou dans une telle caisse sont transférées à la Commission pour l'application du premier alinéa.
Remise des sommes remboursées.	Les employés qui ont reçu le remboursement de leurs cotisations doivent, pour bénéficier des dispositions du premier alinéa, remettre à la Commission lesdites sommes remboursées, avec intérêt au taux de 7.25%; l'employeur remet alors sa part à la Commission, au même taux d'intérêt.

Les employés qui ont reçu le remboursement de leurs cotisations et la part de l'employeur, doivent, pour bénéficier des dispositions du premier alinéa, remettre à la Commission lesdites sommes remboursées et la part de l'employeur, avec intérêt de 7.25%.

1974, c. 9, a. 20.

Employés de la  
Commission des services  
juridiques et des  
corporations d'aide  
juridique.

**94.** Nonobstant toute disposition contraire, les années de service complétées par les employés de la Commission des services juridiques et des corporations constituées en vertu de la Loi sur l'aide juridique (chapitre A-14) sont considérées comme des années de service accomplies en vertu du présent régime pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1973 au 30 juin 1975 durant laquelle ces employés ont versé des cotisations à la caisse de retraite établie par le Règlement du régime de rentes pour les employés de la Commission des services juridiques et des autres corporations auxquelles il s'applique sauf s'ils demandent à la Commission le remboursement des cotisations versées pendant ladite période.

Transfert.

Les sommes accumulées dans cette caisse de retraite sont transférées à la Commission pour l'application du présent article.

1977, c. 21, a. 32.

Crédit de rente.

**95.** Un employé qui, en vertu de l'article 92, a fait compter moins de 15 années de service, a droit à un crédit de rente établi de la façon prévue aux articles 82 à 88 mais basé sur son traitement admissible annuel en date du 1<sup>er</sup> juillet 1973. Ce crédit de rente est calculé d'après l'excédent, sur le nombre d'années que l'employé a fait compter en vertu de l'article 92 et pour lesquelles un crédit de rente a été obtenu ou un certificat de rente libérée a été délivré, du moindre de:

a) 15 années; ou

b) le nombre d'années pendant lesquelles l'employé a occupé une fonction auprès d'un organisme visé par la présente loi ou qui, au jugement de la Commission, l'aurait été s'il n'avait cessé d'exister.

Restriction.

Toutefois, l'employé ne peut faire compter, en vertu du présent article, une ou plusieurs années pour lesquelles une pension, une pension différée ou une rente libérée est payable en vertu d'un régime de retraite.

1973, c. 12, a. 83.

Régime à prestations  
indéterminées.

**96.** Si le régime supplémentaire visé à l'article 92 est un régime à prestations indéterminées au sens de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, les fonds provenant de ce régime qui sont accumulés à l'égard de chaque employé sont utilisés pour l'acquisition d'un crédit de rente calculé suivant les critères déterminés par règlement.

Régime à prestations partiellement déterminées.

Si le régime supplémentaire est un régime à prestations partiellement déterminées au sens de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, le crédit de rente accumulé audit régime devient un crédit de rente visé à l'article 92, aux fins du présent régime.

Ajustement du crédit de rente accumulé.

Le crédit de rente accumulé visé à l'alinéa précédent doit être ajusté par l'administrateur du régime supplémentaire pour tenir compte des modalités prévues aux articles 89 et 92. Cet ajustement ne doit pas avoir pour effet de modifier la valeur actuelle de ce crédit de rente.

1973, c. 12, a. 84.

Calcul sur même base que régime supplémentaire.

**97.** S'il est prévu au régime supplémentaire que la rente de retraite à laquelle l'employé aurait eu droit en vertu de ce régime doit être basée sur le traitement des années les mieux rémunérées ou sur le traitement des dernières années, le crédit de rente est calculé sur la même base.

Ajustement pour tenir compte de différence.

Si le nombre d'années les mieux rémunérées qui sert de base au calcul de la pension en vertu du régime supplémentaire est différent du nombre des années qui sert de base au calcul de la pension en vertu du présent régime, le crédit de rente résultant du régime supplémentaire est ajusté, pour tenir compte de cette différence, conformément aux règlements adoptés à l'égard de chaque régime supplémentaire concerné.

1973, c. 12, a. 85.

Ajustement par indexation.

**98.** S'il est prévu au régime supplémentaire que la rente de retraite à laquelle l'employé aurait eu droit en vertu de ce régime doit être ajustée par indexation, le crédit de rente est ajusté de la même façon.

1973, c. 12, a. 86.

Capitalisation du régime.

**99.** Dans le cas où le régime supplémentaire est un régime auquel le gouvernement n'est pas une partie signataire et comporte un déficit actuariel initial ou un déficit actuariel courant qui ne sont pas amortis par une créance valable correspondant à l'investissement requis pour éliminer ces déficits, les prestations sont réduites, suivant l'ordre de priorité déterminé par règlement, pour que ce régime supplémentaire soit entièrement capitalisé.

1973, c. 12, a. 87.

Différence comblée par employé.

**100.** Si le crédit de rente ou le certificat de rente libérée visé à l'article 92 est inférieur au crédit de rente visé à l'article 84, l'employé peut combler cette différence de la façon prévue à l'article 86.

1973, c. 12, a. 88.

Modalités d'application. **101.** Le gouvernement détermine, par règlement, les modalités d'application des articles 92 à 99.

1973, c. 12, a. 89.

*§3. — Cas particuliers*

Années de service actif  
dans les forces régulières.

**102.** Tout employé qui a fait du service actif dans les Forces régulières canadiennes ou dans les forces levées par le Canada en temps de guerre visées par la Loi fédérale sur la pension de retraite des Forces canadiennes, a droit de faire compter ces années de service de la façon prévue aux articles 83 à 88 pourvu qu'il ne reçoive pas de prestations de retraite en vertu de ladite loi.

Traitement admissible  
annuel.

Nonobstant l'article 84, le traitement admissible annuel que cet employé reçoit à la date à laquelle il commence à cotiser au présent régime sert de base à l'application du présent article.

Avis à la Commission.

L'employé qui désire se prévaloir du présent article doit donner un avis à cet effet à la Commission dans les douze mois de la date à laquelle il commence à cotiser au présent régime ou au plus tard le 31 décembre 1975 s'il commence à cotiser au présent régime avant le 1<sup>er</sup> janvier 1975.

1973, c. 12, a. 90; 1974, c. 9, a. 21.

Membres de la Sûreté du  
Québec.

**103.** Tout membre de la Sûreté du Québec qui devient un employé visé par la présente loi a droit, sur demande à la Commission, de faire compter les années de service accomplies en vertu du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec pourvu qu'il n'ait pas reçu le remboursement de ses cotisations; à cette fin, le montant des cotisations perçu en vertu dudit régime est porté à son crédit dans le présent régime jusqu'à concurrence du montant des cotisations prévues en vertu du présent régime.

Années exclues.

Toutefois, l'employé ne peut faire compter en vertu du présent article une ou plusieurs années pour lesquelles une pension ou une pension différée lui est payable en vertu du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.

1977, c. 21, a. 33.

Député à l'Assemblée  
nationale.

**104.** Nonobstant les articles 72 et 73, tout employé qui cesse d'exercer une fonction visée par la présente loi pour devenir par la suite député à l'Assemblée nationale a droit à une pension pour toute année pendant laquelle il a été employé, pourvu qu'il acquière le droit à une pension de député; cette pension est différée jusqu'à ce qu'il commence à recevoir une pension en vertu de la Loi sur la Législa-

ture (chapitre L-1) pourvu qu'il remette ses contributions si elles lui ont été remboursées.

1973, c. 12, a. 91.

Employés ayant été députés  
à l'Assemblée nationale.

**105.** Tout employé a droit de faire compter, pour sa pension, les années pendant lesquelles il a été député à l'Assemblée nationale et pour lesquelles il a versé la contribution prévue par l'article 87 de la Loi sur la Législature (chapitre L-1), à moins qu'il n'ait droit à une pension en vertu de ladite loi; il doit, à cette fin, verser à la Commission un montant égal, pour chacune de ces années, au taux des cotisations applicable à la date à laquelle le présent régime lui devient applicable sur le moindre de l'indemnité qu'il a reçu à titre de député ou du traitement qu'il a droit de recevoir au cours de la première année pendant laquelle il est employé, après avoir été député. Sa pension, le cas échéant, est basée uniquement sur le traitement qu'il reçoit pendant qu'il participe au présent régime.

1973, c. 12, a. 92.

§4. — *Application de certaines conventions*

Employés visés.

**106.** 1. Le présent article s'applique aux employés syndiqués et aux employés syndicables mais non syndiqués à l'emploi, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, des établissements publics et privés visés au sous-paragraphe a du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 2.

Crédits de rente en vertu  
d'un régime  
supplémentaire.

2. Il est compté pour chacun de ces employés la proportion des crédits de rentes prévue aux conventions collectives de travail et les années de service qu'il aurait eu droit de faire compter en vertu du régime supplémentaire auquel il cotise ou aurait dû cotiser si la participation à un tel régime avait été obligatoire depuis la date à laquelle les parties ont convenu d'instituer un tel régime.

Calcul des années de  
service.

Les années de service visées au présent paragraphe sont calculées seulement pour fins d'admissibilité à la pension annuelle et, s'il y a lieu, à la pension différée.

Réduction des années de  
service.

3. Les années de service et le crédit de rente comptés en vertu du présent article réduisent d'autant les années de service et le crédit de rente qui peuvent être comptés en vertu des articles 81 et 95. De plus, l'employé peut compléter le crédit de rente qu'il peut faire compter en vertu du présent article jusqu'à concurrence du maximum prévu à l'article 84 mais basé sur le traitement admissible annuel en date du 1<sup>er</sup> juillet 1973, en acquittant les primes prévues à l'article 86.

Règles applicables.

4. Le gouvernement détermine, par règlement, les règles d'application du présent article.

1973, c. 12, a. 93; 1974, c. 9, a. 22.



Charge du gouvernement. **107.** Les crédits de rente acquis en vertu de l'article 106 sont entièrement à la charge du gouvernement.

1973, c. 12, a. 94.

### SECTION X

#### PENSIONS EN COURS DE PAIEMENT

Pensions en cours assumées par la Commission. **108.** Les pensions en cours de paiement et les pensions différées provenant de régimes supplémentaires auxquels cotisaient des employés qui ont opté de participer au présent régime, sont assumées par la Commission à compter de la date à laquelle les fonds nécessaires à leur plein acquittement lui ont été remis.

1973, c. 12, a. 95.

Réduction au cas d'insuffisance de fonds. **109.** Si les fonds visés à l'article 108 ne sont pas suffisants et que l'employeur ne comble pas la différence, les pensions payables sont réduites de la façon prévue à l'article 99.

1973, c. 12, a. 96.

Transfert de fonds. **110.** Le gouvernement détermine, par règlement, la date et les modalités du transfert de fonds visé par la présente section.

1973, c. 12, a. 97.

Modalités de paiement. **111.** La Commission effectue le paiement des pensions visées par la présente section selon les modalités prévues par le régime supplémentaire de rentes en vertu duquel elles ont été établies mais aux mêmes dates que les pensions annuelles versées en vertu du présent régime.

1973, c. 12, a. 98.

### SECTION XI

#### MAINTIEN DE CERTAINS RÉGIMES DE RETRAITE

Établissement des listes et option. **112.** La Commission établit:  
a) la liste des régimes supplémentaires de rentes régissant, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, les employés d'organismes visés par la présente loi;  
b) l'option que ces employés ont faite en vertu de l'article 6; et  
c) la liste des employés qui participent à ces régimes le 1<sup>er</sup> juillet 1973 dans les cas où ils n'ont pas opté pour le présent régime.

1973, c. 12, a. 99.

- Augmentation de cotisation. **113.** Si une évaluation actuarielle démontre à la Commission que la contribution de l'employeur à un régime supplémentaire est supérieure à 140% de la cotisation de l'employé, cette dernière est augmentée de  $\frac{1}{4}\%$  par année à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 ou à compter de la date ultérieure déterminée par règlement et la contribution de l'employeur est réduite du même pourcentage jusqu'à ce que la cotisation des employés soit équivalente à cinq douzièmes du coût total du régime ou jusqu'à ce que le pourcentage de la cotisation des employés, compte tenu de la contribution au Régime de rentes du Québec, atteigne  $6\frac{1}{4}\%$ .
- Rente établie sur base plus avantageuse. Toutefois, si le montant de la rente de retraite est établi sur une base plus avantageuse que le traitement moyen des cinq années de service les mieux rémunérées ou si le pourcentage maximum du traitement moyen qui sert de base au calcul de la rente est supérieur à 70% ou si la rente est ajustée par indexation après la retraite, la cotisation de chaque employé augmente de  $\frac{1}{4}\%$  par année jusqu'à ce que ces cotisations atteignent cinq douzièmes du coût total du régime même si le pourcentage de la cotisation, compte tenu de la contribution au Régime de rentes du Québec, dépasse  $6\frac{1}{4}\%$ .
- Approbation des modifications. De plus, aucun régime supplémentaire ne peut être modifié sans l'autorisation préalable de la Commission et toute modification ainsi apportée est à la charge des employés si elle entraîne des coûts additionnels.
- 1973, c. 12, a. 100.
- Copie de déclaration annuelle. **114.** L'administrateur d'un régime supplémentaire visé par la présente section doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque année financière, transmettre à la Commission une copie de la déclaration annuelle qui est exigée par la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.
- Copie d'évaluation actuarielle. Il doit de plus, dans les 90 jours de sa réception, transmettre à la Commission copie de chaque évaluation actuarielle.
- 1973, c. 12, a. 101.
- Époques pour nouvelle option. **115.** Le gouvernement peut fixer, par règlement, les époques auxquelles les employés qui ont opté pour le maintien d'un régime supplémentaire pourront exercer de nouveau leur choix et il détermine, par règlement, les conditions et les modalités de l'exercice de ce choix.
- 1973, c. 12, a. 102.

## SECTION XII

### COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

#### §1.—*Déduction et remise*

Déduction et remise par l'employeur. **116.** L'employeur doit déduire les cotisations de chaque versement du traitement de ses employés. Il doit de plus remettre ou faire remettre mensuellement à la Commission, au plus tard le 15 de chaque mois, les cotisations des employés pour le mois précédent, accompagnées des renseignements et documents prescrits.

Débiteur. L'employeur qui ne perçoit pas ces cotisations en devient débiteur envers la Commission.

1973, c. 12, a. 103.

Rapport. **117.** À la date prescrite par règlement, l'employeur doit faire un rapport à la Commission des cotisations de ses employés et des renseignements pertinents à l'administration du présent régime.

1973, c. 12, a. 104.

Païement par l'employé. **118.** Si l'employeur néglige de déduire du traitement admissible d'un employé le montant d'une cotisation, l'employé peut payer ce montant à la Commission.

Pénalité. L'employeur qui néglige de déduire le montant d'une cotisation est passible d'une pénalité égale à 10% de ce montant.

1973, c. 12, a. 105.

Intérêt. **119.** L'employeur qui néglige de faire remise dans le délai prescrit, doit payer un intérêt au taux fixé par règlement.

1973, c. 12, a. 106.

#### §2.—*Contributions des employeurs et capitalisation*

Organismes tenus de verser des contributions. **120.** Les organismes suivants doivent verser leur propre contribution à la Commission en même temps qu'ils font remise des cotisations de leurs employés:

- 1° la Commission des accidents du travail;
- 2° la Commission du salaire minimum;
- 3° l'Office des autoroutes du Québec;
- 4° la Société des alcools du Québec;
- 5° la Régie des rentes du Québec;
- 6° la Caisse de dépôt et placement du Québec;

7° la Régie de l'assurance-maladie du Québec;  
8° la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec;  
9° la Société des Traversiers du Québec;  
10° tout organisme ou institution visé au paragraphe 2° de l'article 2 auquel le gouvernement rend expressément le présent article applicable.

De plus, le gouvernement fixe, par règlement, les dates auxquelles ces organismes doivent acquitter leur quote-part du coût du service transféré pour leurs employés.

Païement du coût du service transféré.

1973, c. 12, a. 107; 1974, c. 62, a. 5.

Contribution de l'employeur.

**121.** La contribution de l'employeur visé par la présente loi est établie à 140% du total des cotisations des employés.

1973, c. 12, a. 108; 1977, c. 21, a. 34.

Montants capitalisés.

**122.** Sous réserve du sous-paragraphe c du premier alinéa de l'article 123, le ministre des finances détermine les montants qui pourraient, d'année en année, aux époques prescrites, être capitalisés pour tenir compte des engagements ou garanties du gouvernement à l'égard de la présente loi. Les montants ainsi capitalisés sont puisés à même le fonds consolidé du revenu.

1973, c. 12, a. 109; 1977, c. 21, a. 34.

### SECTION XIII

#### GESTION DES FONDS

Versement des fonds provenant des cotisations.

**123.** La Commission verse à la Caisse de dépôt et placement du Québec:

a) les fonds provenant des cotisations déduites du traitement des employés,

b) les cotisations ou fonds payés par des employés pour le rachat ou l'achat de crédits de rente, de même que les fonds transférés à la Commission en vertu des articles 92, 93 et 94,

c) les contributions provenant des organismes qui doivent les verser à la Commission en vertu des paragraphes 1° à 9° de l'article 120 et, le cas échéant, les contributions des organismes ou institutions visés au paragraphe 10° de l'article 120, et

d) les fonds transférés à la Commission résultant d'ententes conclues en vertu de l'article 154.

Retenue de sommes nécessaires.

Toutefois, la Commission retient la partie de ces sommes dont elle prévoit avoir un besoin immédiat pour défrayer des paiements en vertu de la présente loi.

1973, c. 12, a. 110; 1977, c. 21, a. 34.

- Comptabilité distincte. **124.** Les cotisations, les contributions et l'intérêt résultant de l'acquisition de crédits de rente provenant du service antérieur d'un employé en vertu d'un régime de retraite auquel il a contribué font l'objet d'une comptabilité distincte.  
1973, c. 12, a. 111; 1977, c. 21, a. 34.
- Dépôt des contributions. **125.** Suivant ce que détermine le gouvernement, la Commission dépose à la Caisse de dépôt et placement du Québec ou au fonds consolidé du revenu les contributions des organismes ou institutions visés au paragraphe 10° de l'article 120.  
1973, c. 12, a. 112; 1977, c. 21, a. 34.
- Normes pour paiements. **126.** Aux fins d'application de l'article 123, le gouvernement détermine, par règlement, les normes en vertu desquelles la Commission établit les montants qui lui sont nécessaires pour défrayer des paiements qu'elle doit faire pendant l'époque prescrite par règlement.  
1973, c. 12, a. 113; 1977, c. 21, a. 34.
- Paiements au cas de transferts. **127.** La Commission effectue le paiement des pensions, pensions différées, crédits de rente, bénéfices, remboursements et des montants nécessaires en cas de transferts.
- Mode de paiement. Le paiement des pensions, pensions différées, crédits de rente acquis en vertu des articles 81, 91, 95, 102 et 154, des bénéfices et des remboursements payables en vertu de la présente loi est fait, dans la proportion de  $\frac{5}{12}$  pour les cotisations des employés et de  $\frac{7}{12}$  pour les contributions des employeurs, en premier lieu, à même les sommes retenues par la Commission en vertu de l'article 123 et par la suite, à même les fonds confiés à l'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec.
- Contributions insuffisantes des employeurs. Si les contributions des employeurs ne sont pas suffisantes, les montants requis au paiement des  $\frac{7}{12}$  des pensions, pensions différées, crédits de rente, bénéfices et remboursements prévus au deuxième alinéa sont puisés à même les fonds capitalisés en vertu de l'article 122, s'il en est, ou puisés à même le fonds consolidé du revenu et transmis à la Commission par le ministre des finances aux époques prescrites et suivant les modalités déterminées par règlement.
- Déboursés à la charge du gouvernement. Toutefois la partie des déboursés relatifs au paiement de pensions ou au remboursement de cotisations pour du service d'un employé antérieur à son transfert du Régime de retraite des fonctionnaires ou du Régime de retraite des enseignants au présent régime sont à la charge du gouvernement. Les montants à cette fin sont puisés à même le fonds consolidé du revenu et sont transmis à la Commission par le ministre des finances aux époques et suivant les modalités déterminées par règlement.

Dispositions applicables.

Les deuxième et troisième alinéas s'appliquent aux versements à faire lorsqu'un employé passe au service d'un gouvernement, d'une corporation ou d'une institution avec lequel la Commission a conclu une entente en vertu de l'article 154. Toutefois, la partie des versements relatifs à du service d'un employé antérieur à son transfert du Régime de retraite des fonctionnaires ou du Régime de retraite des enseignants au présent régime sont à la charge du gouvernement et les montants à cette fin sont puisés à même le fonds consolidé du revenu et transmis à la Commission de la façon prévue au quatrième alinéa.

Paiement des crédits de rente.

Les crédits de rente acquis en vertu de l'article 92 sont défrayés à même les fonds transférés à la Commission en vertu dudit article. Si les fonds transférés ne sont pas suffisants pour effectuer le paiement de ces crédits de rente, ceux-ci sont à la charge du gouvernement et les montants à cette fin sont puisés à même le fonds consolidé du revenu et transmis à la Commission de la façon prévue au quatrième alinéa.

1973, c. 12, a. 114; 1977, c. 21, a. 34.

## SECTION XIV

### COMITÉ D'ADMINISTRATION ET COMITÉ DE PLACEMENT

#### §1. — *Comité d'administration*

Composition.

**128.** Un comité d'administration, composé de trente membres nommés pour deux ans, dont quinze sont désignés par les représentants des employés syndiqués, est constitué par le gouvernement.

Représentants.

La désignation des représentants des employés syndiqués est faite de la façon prévue aux conventions collectives en vigueur.

1973, c. 12, a. 115; 1977, c. 21, a. 35.

Objets.

**129.** Ce comité d'administration a pour objet de:

a) recevoir les rapports financiers et les rapports d'évaluation actuarielle prévus par la présente loi;

b) former un ou des comités de révision composé de cinq de ses membres dont deux choisis parmi les représentants des employés syndiqués, pour étudier les demandes de révision prévues à l'article 143 de la présente loi et faire des recommandations à la Commission;

c) conseiller la Commission sur l'application de la présente loi;

d) conseiller le ministre sur les modifications possibles à la présente loi et aux règlements en découlant ainsi que sur les ententes à être conclues en vertu de l'article 154;

e) formuler au ministre des recommandations sur l'administration de la présente loi.

1973, c. 12, a. 116; 1977, c. 21, a. 36.

Fonctions continuées. **130.** Les membres du comité demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacances. Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre représentant les employés syndiqués est comblée par une personne désignée par les autres membres représentant les employés syndiqués et nommée par le gouvernement pour le reste du mandat du membre à remplacer.

Toute autre vacance est comblée par une personne nommée par le gouvernement pour le reste du mandat du membre à remplacer.

1973, c. 12, a. 117.

Quorum. **131.** Le quorum du comité est de seize membres dont huit parmi ceux qui sont désignés par les représentants des employés syndiqués et huit parmi les autres membres.

1973, c. 12, a. 118.

Rémunération. **132.** Les membres du comité n'ont droit à aucune rémunération à ce titre. Ils peuvent toutefois recevoir leur traitement régulier de leur employeur respectif.

1973, c. 12, a. 119.

Secrétaire. **133.** La Commission désigne, parmi ses employés, un fonctionnaire pour agir à titre de secrétaire du comité.

1973, c. 12, a. 120.

Séances. **134.** Le comité tient une séance au moins deux fois par année, soit au cours des mois de mars et septembre, et chaque fois qu'au moins douze membres ou la Commission en demande la convocation.

Avis de convocation. Le secrétaire doit transmettre les avis de convocation par écrit au moins dix jours avant la date de la séance.

1973, c. 12, a. 121.

§2. — *Comité de placement*

Constitution. **135.** Un comité de placement est constitué. Il est formé des trente membres du comité d'administration.

1973, c. 12, a. 122; 1977, c. 21, a. 37.

Fonctions. **136.** Ce comité a pour fonction de déterminer des normes générales concernant la proportion dans laquelle la Caisse de dépôt et placement du Québec doit placer dans chacun de ses portefeuilles ségrégatifs, les fonds qui lui sont confiés provenant des cotisations des employés de niveau syndicable.

Détermination des sommes. La Commission détermine périodiquement les sommes provenant de ces cotisations.

1973, c. 12, a. 123; 1977, c. 21, a. 37.

Dispositions applicables. **137.** Les articles 131 à 134 s'appliquent au présent comité.

1973, c. 12, a. 124.

SECTION XV

ÉVALUATION ACTUARIELLE

Évaluation actuarielle. **138.** La Commission fait, au moins tous les trois ans, une évaluation actuarielle du présent régime, par l'entremise d'actuaire qu'elle nomme après consultation des membres de la partie syndicale du comité d'administration.

1973, c. 12, a. 125.

Rapport en cas de modification de la loi. **139.** Lorsqu'un projet de loi présenté à l'Assemblée nationale a pour objet de modifier immédiatement ou ultérieurement la présente loi, la Commission doit faire préparer un rapport indiquant dans quelle mesure ce projet de loi modifierait les estimations du plus récent rapport prévu à l'article 138 ou préparé en vue de la mise en vigueur de la présente loi.

1973, c. 12, a. 126.

Taux de cotisations. **140.** Les résultats de ces évaluations à l'égard des employés de niveau syndicable sont utilisés pour déterminer le taux des cotisations de l'ensemble des employés. Ce taux doit être égal aux  $\frac{5}{12}$  des fonds nécessaires pour maintenir la solvabilité du présent régime.

1973, c. 12, a. 127.



## SECTION XVI

### RÉVISION

- Demande de réexamen.** **141.** Lorsqu'un employé ou un bénéficiaire n'est pas satisfait d'une décision rendue par la Commission sur une demande de pension quant à l'admissibilité au présent régime, au calcul des années de service, au montant de la pension, à l'état prévu à l'article 35 ou à un bénéfice prévu par le présent régime, il peut, dans l'année qui suit la date de la mise à la poste de cette décision, demander à la Commission de réexaminer cette décision.
- Réexamen.** La Commission doit alors le faire sans retard.  
1973, c. 12, a. 128; 1977, c. 21, a. 38.
- Avis de décision.** **142.** Sur demande de réexamen, la Commission peut confirmer ou modifier la décision et elle doit notifier par écrit au requérant sa décision motivée.  
1973, c. 12, a. 129.
- Demande de révision.** **143.** Si l'employé ou bénéficiaire n'est pas satisfait du réexamen il peut, dans les 90 jours de la date de la mise à la poste de cette décision, faire une demande écrite de révision au comité d'administration.
- Comité de révision.** Sur demande de révision, le comité d'administration charge un comité de révision d'étudier le dossier et de faire ses recommandations à la Commission.
- Avis de recommandation.** Le comité de révision doit notifier par écrit au requérant sa recommandation motivée.  
1973, c. 12, a. 130.
- Demande d'arbitre.** **144.** Lorsque l'employé ou bénéficiaire ou la Commission ne sont pas satisfaits de la recommandation du comité de révision, ils peuvent dans les 90 jours de la date de la mise à la poste de cette recommandation faire une demande écrite au comité d'administration pour que celui-ci désigne un arbitre.  
Un syndicat peut faire pour et au nom d'un de ses membres les demandes prévues au premier alinéa du présent article et à l'article 143.  
1973, c. 12, a. 131.
- Nomination d'arbitre.** **145.** Le comité d'administration nomme un arbitre pour une période de deux ans. À défaut de pouvoir le nommer, le comité peut demander au juge en chef du tribunal du travail de désigner un

arbitre qui n'est pas impliqué directement ou indirectement dans le litige ou l'application de la présente loi ou une convention collective de travail régissant des employés visés par la présente loi.

1973, c. 12, a. 132.

Décision de l'arbitre. **146.** L'arbitre doit, sans délai, entendre l'employé ou bénéficiaire ou son représentant et le représentant de la Commission et rendre sa décision dans les trente jours de l'audition à moins que ce délai ne soit prolongé d'un commun accord des parties.

1973, c. 12, a. 133.

Frais. **147.** Les frais administratifs relatifs à l'arbitrage sont à la charge de la Commission, sauf les frais des témoins, assesseurs ou procureurs qui sont à la charge des parties. Les honoraires et les frais de l'arbitre sont à la charge de la Commission.

1973, c. 12, a. 134.

Décision finale. **148.** La décision de l'arbitre est obligatoire et sans appel.

1973, c. 12, a. 135.

## SECTION XVII

### POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

Réglementation. **149.** Le gouvernement peut par règlement, après consultation par la Commission auprès du comité d'administration:

a) prescrire les renseignements qui peuvent être requis des employés ou bénéficiaires, par la Commission, pour établir le droit aux bénéfices prévus par la présente loi et pour permettre un contrôle périodique;

b) déterminer la forme et le contenu de toute demande et de tout avis visés par la présente loi, prescrire les renseignements qui doivent y être fournis et, s'il y a lieu, prescrire une formule;

c) déterminer les fins pour lesquelles les établissements privés visés au sous-paragraphe a du paragraphe 2° de l'article 2 doivent avoir été conventionnés pour que le présent régime s'applique à leurs employés;

d) rendre la présente loi applicable à tout organisme visé au sous-paragraphe g du paragraphe 2° de l'article 2;

e) déterminer les critères permettant d'établir les cas où un employé n'est employé qu'occasionnellement ou d'une façon intermittente ainsi que les normes permettant d'établir pour chaque sec-

teur d'emploi, ce qui constitue un emploi à temps plein, à temps partiel ou saisonnier;

f) déterminer la durée maximale d'une interruption de service pour l'application de l'article 5;

g) établir les règles régissant la tenue d'un scrutin pour déterminer l'option visée à l'article 6 à l'égard des employés qui, le 30 juin 1973, cotisent à un régime supplémentaire;

h) déterminer les catégories de rémunération qui, en plus de celles qui sont indiquées à l'article 38, ne font pas partie du traitement admissible d'un employé ainsi que les critères en vertu desquels le ministre peut exclure une partie de rémunération dans le calcul du traitement admissible;

i) déterminer les modalités relatives au calcul du traitement moyen d'un employé;

j) définir ce qui constitue une fonction principale et une fonction secondaire aux fins de l'article 43;

k) fixer les époques auxquelles un employé qui a bénéficié d'un congé sans solde doit faire les versements prévus à l'article 45;

l) réviser et établir le taux de la cotisation de la façon prévue à l'article 50;

m) décréter qu'une pension ou une rente peut être payée autrement que par mensualités;

n) déterminer les taux d'intérêt dont la présente loi prévoit la fixation par règlement et, le cas échéant, les règles régissant le calcul de l'intérêt;

o) déterminer les critères suivant lesquels est calculé le crédit de rente acquis à même les fonds provenant d'un régime supplémentaire à prestations indéterminées conformément à l'article 96;

p) déterminer les règles régissant l'ajustement du crédit de rente résultant d'un régime supplémentaire dans le cas prévu à l'article 97;

q) déterminer l'ordre de priorité suivant lequel les prestations sont réduites pour qu'un régime supplémentaire soit entièrement capitalisé dans le cas prévu à l'article 99;

r) fixer la date à laquelle un employeur doit faire à la Commission un rapport des cotisations de ses employés;

s) établir les critères permettant de déterminer, pour les fins de la présente loi, quels sont les employés de niveau syndicable;

t) établir, s'il y a lieu, la date à laquelle le taux de la contribution et de la cotisation peut être modifié pour l'application de l'article 113;

u) déterminer les documents et les renseignements qui doivent accompagner la remise mensuelle à la Commission par l'employeur des cotisations déduites;

v) déterminer les formalités relatives à la désignation des représentants des employés syndiqués en vue de la formation du comité d'administration visé à l'article 128;

w) établir toute autre mesure dont la présente loi prévoit l'établissement par règlement;

	<p>x) déterminer les normes requises aux fins de l'application de l'article 63.</p>
Entrée en vigueur.	Tout règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à compter de sa publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.
Effet de règlements.	Toutefois les règlements adoptés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1975 ont effet à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 1973 s'il s'agit de règlements visés aux paragraphes <i>c</i> à <i>e</i> , <i>h</i> à <i>k</i> ou <i>m</i> , <i>n</i> , <i>r</i> et <i>s</i> . 1973, c. 12, a. 136; 1974, c. 9, a. 23; 1977, c. 21, a. 39.
Date d'application du règlement aux employés de Rexfor.	<b>150.</b> Nonobstant le troisième alinéa de l'article 149, le règlement adopté par l'arrêté en conseil n° 4551-74 du 11 décembre 1974 ne prend effet, quant aux employés de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), qu'à compter du 1 <sup>er</sup> novembre 1975. De plus, nonobstant ledit règlement, seuls sont assujettis au présent régime les employés réguliers de ladite société. 1977, c. 21, a. 40.
Date d'assujettissement d'organismes, d'institutions énumérés à l'annexe.	<b>151.</b> Nonobstant la date d'entrée en vigueur des règlements adoptés par les arrêtés en conseil n° 5086-75 du 19 novembre 1975, n° 319-76 du 4 février 1976 et n° 3966-76 du 10 novembre 1976, et nonobstant la date d'assujettissement mentionnée à l'article 2 du règlement adopté par l'arrêté en conseil n° 2679-75 du 2 juillet 1975, les organismes ou institutions énumérés à l'annexe II sont assujettis au présent régime à compter des dates qui y sont indiquées. 1977, c. 21, a. 40.
<b>SECTION XVIII</b> <b>INFRACTIONS ET DISPOSITIONS FINALES</b>	
Incessibilité, insaisissabilité.	<b>152.</b> Les bénéfices payables en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. 1973, c. 12, a. 137.
Infraction et peine.	<b>153.</b> Quiconque néglige ou refuse de se conformer aux premier, troisième et sixième alinéas de l'article 31 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars.
Poursuites.	Ces poursuites sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15), par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cet effet. La

partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

1973, c. 12, a. 138.

Ancien fonctionnaire d'un  
gouvernement canadien.

**154.** Tout employé qui, antérieurement à sa nomination, a été fonctionnaire d'un gouvernement canadien ou employé d'une corporation ou institution ayant un régime de retraite, peut faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service à ce gouvernement, ou à cette corporation ou institution, en se conformant aux conditions prescrites par le gouvernement du Québec, lequel peut autoriser la Commission à conclure avec ce gouvernement ou cette corporation ou institution une entente à cette fin.

Versements requis.

Dans le cas d'un employé qui passe au service de ce gouvernement ou de cette corporation ou institution, la Commission effectue les versements requis selon les modalités établies à l'article 127.

Entente.

Le gouvernement du Québec peut également autoriser la Commission à conclure, le cas échéant, une entente avec tout organisme habilité à administrer un régime de retraite établi pour les employés des organismes visés au premier alinéa.

1973, c. 12, a. 141; 1977, c. 21, a. 41.

Effet de participation.

**155.** La participation au présent régime des employés qui, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, cotisent au Régime de retraite des fonctionnaires ou au Régime de retraite des enseignants et qui optent avant le 31 décembre 1974 pour le présent régime, peut, si l'employé concerné donne un avis à cette fin à la Commission avant le 30 juin 1975, nonobstant tout article à ce contraire, prendre effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973.

Ajustement.

Dans ce cas, la Commission fait l'ajustement nécessaire, une fois par année, à la suite du rapport annuel de l'employeur.

1973, c. 12, a. 142; 1974, c. 9, a. 24.

Employé cotisant d'un  
régime supplémentaire mis  
à la retraite.

**156.** Lorsqu'un employé qui cotise, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, à un régime supplémentaire, doit, après cette date et jusqu'au 31 décembre 1974, être mis à la retraite obligatoire et que les employés qui cotisent à ce régime supplémentaire optent, conformément à la présente loi, entre ces dates, de participer au présent régime, il a droit de faire compter les années de service visées aux articles 95 et 100 et, le cas échéant, à l'article 106, à compter de la date de sa mise à la retraite pourvu qu'il acquitte, s'il y a lieu, dans les trente jours de l'avis à cette fin de la Commission, le coût de ce crédit de rente.

1973, c. 12, a. 143; 1974, c. 9, a. 25.

Délai d'avis. **157.** Le délai prévu pour la production d'un avis visé aux articles 12, 13 et 45 commence à courir le 1<sup>er</sup> janvier 1975.

1973, c. 12, a. 144; 1974, c. 9, a. 26.

Application de la loi. **158.** Le ministre de la fonction publique est chargé de l'application de la présente loi.

1973, c. 12, a. 211.

---

*Les articles 2 et 3 de la présente loi seront modifiés lors de l'entrée en vigueur des articles 232 et 233 du chapitre 68 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement.*

ANNEXE I

(Article 86)

*Primes requises de l'employé pour acquitter le crédit de rente prévu à l'article 86 quand l'âge de retraite obligatoire est de 65 ans*

Prime par \$10.00 de rente annuelle

Âge	Hommes	Femmes	Âge	Hommes	Femmes
18	\$ 3.141	\$ 3.537	42	\$11.353	\$12.784
19	3.314	3.731	43	11.978	13.488
			44	12.637	14.229
20	3.496	3.937			
21	3.688	4.153	45	13.332	15.012
22	3.891	4.382	46	14.065	15.838
23	4.105	4.623	47	14.839	16.709
24	4.331	4.877	48	15.655	17.628
			49	16.516	18.597
25	4.569	5.145			
26	4.820	5.428	50	17.424	19.620
27	5.086	5.727	51	18.382	20.699
28	5.365	6.042	52	19.393	21.838
29	5.660	6.374	53	20.460	23.039
			54	21.585	24.306
30	5.972	6.724			
31	6.300	7.094	55	22.772	25.643
32	6.647	7.484	56	24.139	27.181
33	7.012	7.896	57	25.587	28.812
34	7.398	8.330	58	27.122	30.541
			59	28.750	32.373
35	7.805	8.788			
36	8.234	9.272	60	30.475	34.316
37	8.687	9.782	61	32.303	36.375
38	9.165	10.320	62	34.241	38.557
39	9.669	10.887	63	36.296	40.870
			64	38.474	43.323
40	10.201	11.486			
41	10.762	12.118	65	40.782	45.922

*Primes requises de l'employé pour acquitter le crédit de rente prévu à l'article 86 quand l'âge de retraite obligatoire est postérieur à 65 ans*

Prime par \$10.00 de rente annuelle

*Âge obligatoire de la retraite*

HOMMES

Âge au moment du rachat	66	67	68	69	70
60	\$27.976	\$25.256	\$23.093	\$21.121	\$19.256
61	29.654	26.772	24.478	22.388	20.412
62	31.433	28.378	25.947	23.731	21.636
63	33.319	30.081	27.504	25.155	22.935
64	35.319	31.885	29.154	26.664	24.311
65	37.438	33.799	30.903	28.264	25.769
66	39.684	35.826	32.757	29.960	27.315
67		37.976	34.723	31.758	28.954
68			36.806	33.663	30.692
69				35.683	32.533
70					34.485

FEMMES

Âge au moment du rachat	66	67	68	69	70
60	\$31.694	\$29.218	\$26.907	\$24.751	\$22.772
61	33.596	30.971	28.521	26.237	24.139
62	35.612	32.829	30.232	27.811	25.587
63	37.748	34.799	32.046	29.479	27.122
64	40.013	36.887	33.969	31.248	28.750
65	42.414	39.100	36.007	33.123	30.475
66	44.959	41.446	38.168	35.110	32.303
67		43.933	40.458	37.217	34.241
68			42.885	39.450	36.296
69				41.817	38.474
70					40.782

1973, c. 12, annexe; 1977, c. 21, a. 43.



## ANNEXE II

*(Article 151)*Assujettissement de certains organismes ou institutions  
au présent régime

Nom de l'organisme ou institution	Date d'assujettissement		
1) Les Services Communautaires hospitaliers de Québec.....	01	07	73
2) Les Ateliers Dominique Inc.....	01	07	73
3) Caprol Inc.....	01	07	73
4) Atelier Protégé pour Déficients Mentaux La Ruche Inc.....	01	07	73
5) Centrart Inc.....	01	01	74
6) Société des Infirmières visiteuses.....	01	07	73
7) Service de soins à domicile de Québec Inc...	01	07	73
8) Service de soins à domicile des Laurentides Inc.....	01	07	73
9) Les Ateliers du Godendard Inc.....	01	07	73
10) Service d'assistance aux handicapés de Sherbrooke Inc.....	01	07	73
11) Atelier de réadaptation pour adultes Drum- mondville (A.R.P.A.D.) Inc.....	01	04	76
12) Les Ateliers A.P.A.M. Inc.....	16	11	75
13) Bibliothèque centrale de Prêt du Saguenay- Lac St-Jean.....	25	02	76
14) Association des cadres scolaires du Québec..	01	07	75
15) A / V / M A1 James School, Moisie, Québec.	01	07	73
16) Laurentide Heights School, Mont Apica, Québec.....	01	07	73
17) Combined High School, St-Hubert, Québec.	01	07	73
18) St. Michael's Elementary School, St-Hubert, Québec .....	01	07	73
19) St-Michael's Algonquin School, Senneterre, Québec .....	01	07	73
20) École Alexander Wolff, Valcartier, Québec..	01	07	73
21) École Dollard des Ormeaux, Valcartier, Québec.....	01	07	73
22) École Ste-Jeanne d'Arc, Valcartier, Québec.	01	07	73
23) Société québécoise d'information juridique..	01	07	76
24) Commission des droits de la personne.....	01	01	76
25) Association des commissions scolaires Lau- rentiennes.....	01	01	76

1977, c. 21, a. 43.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 12 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 139, 140, 208 à 210, 212 et 213, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre R-10 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1973      LOIS REFONDUES, 1977**

### **Chapitre 12**

### **Chapitre R-10**

RÉGIME DE RETRAITE  
DES EMPLOYÉS DU  
GOUVERNEMENT ET  
DES ORGANISMES PU-  
BLICS

LOI SUR LE RÉGIME  
DE RETRAITE DES EM-  
PLOYÉS DU GOUVER-  
NEMENT ET DES OR-  
GANISMES PUBLICS

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 6	1 - 6	
6a	7	
6b	8	
7	9	
8	10	
9	11	
10	12	
11	13	
12	14	
13	15	
14	16	
15	17	
16	18	
17	19	
18	20	
19	21	
20	22	

# RÉGIME DE RETRAITE

L.Q. 1973, c. 12	L.R. 1977, c. R-10	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
21	23	
22	24	
23	25	
24	26	
25	27	
26	28	
27	29	
28	30	
29	31	
29a	32	
29b	33	
29c	34	
29d	35	
29e	36	
30	37	
31	38	
32	39	
33	40	
34	41	
35	42	
36	43	
37	44	
38	45	
39	46	
40	47	
41	48	
42	49	
43	50	

# RÉGIME DE RETRAITE

L.Q. 1973, c. 12	L.R. 1977, c. R-10	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
44	51	
45	52	
46	53	
46 <i>a</i>	54	
47	55	
48	56	
49	57	
50	58	
51	59	
52	60	
53	61	
54	62	
54 <i>a</i>	63	
55	64	
56	65	
57	66	
par. <i>a</i> )	par. <i>a</i> )	
par. <i>b</i> )		Abrogé 1977, c. 21, a. 21
par. <i>c</i> )	par. <i>b</i> )	
par. <i>d</i> )	par. <i>c</i> )	
58	67	
59	68	
60	69	
61	70	
62	71	
63	72	
64	73	
65	74	

# RÉGIME DE RETRAITE

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

66

75

67

76

68

77

68*a*

78

69

79

70

80

71

81

72

82

73

83

74

84

75

85

76

86

77

87

78

88

79

89

80

90

81

91

82

92

82*a*

93

82*b*

94

83

95

84

96

85

97

86

98

87

99

88

100

89

101

90

102

# RÉGIME DE RETRAITE

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

90a

103

91

104

92

105

93

106

94

107

95

108

96

109

97

110

98

111

99

112

100

113

101

114

102

115

103

116

104

117

105

118

106

119

107

120

108

121

109

122

110

123

111

124

112

125

113

126

114

127

115

128

116

129

117

130

# RÉGIME DE RETRAITE

L.Q. 1973, c. 12	L.R. 1977, c. R-10	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
118	131	
119	132	
120	133	
121	134	
122	135	
123	136	
124	137	
125	138	
126	139	
127	140	
128	141	
129	142	
130	143	
131	144	
132	145	
133	146	
134	147	
135	148	
136	149	
136 <i>a</i>	150	
136 <i>b</i>	151	
137	152	
138	153	
139 - 140		Omis
141	154	
142	155	
143	156	
144	157	



# RÉGIME DE RETRAITE

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

145

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 2

146

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 3

147

Modification intégrée au  
c. R-12, aa. 4-5

148

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 9

149

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 10

150

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 11

151

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 15

152

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 16

153

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 18

154

Modification intégrée au  
c. R-12, aa. 19-20

155

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 25

156

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 27

157

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 28

158

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 29

159

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 35

160

Modification intégrée au  
c. R-12, aa. 51-52

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

161		Modification intégrée au c. R-12, a. 54
162		Modification intégrée au c. R-12, a. 55
163		Modification intégrée au c. R-12, a. 56
164		Modification intégrée au c. R-12, aa. 57-59
165		Modification intégrée au c. R-12, a. 63
166		Modification intégrée au c. R-12, a. 65
167		Modification intégrée au c. R-12, a. 66
168		Modification intégrée au c. R-12, a. 68
169		Modification intégrée au c. R-12, a. 69
170		Modification intégrée au c. R-12, a. 72
171		Modification intégrée au c. R-12, a. 73
172		Modification intégrée au c. R-12, a. 76
173		Modification intégrée au c. R-12, a. 77
174		Modification intégrée au c. R-12, a. 78
175		Modification intégrée au c. R-12, a. 84
176		Modification intégrée au c. R-12, a. 86

# RÉGIME DE RETRAITE

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

177

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 90

178

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 92

179

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 93

180

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 95

181

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 96

182

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 99

183

Modification intégrée au  
c. R-12, a. 110

184

Modification intégrée au  
c. C-2, a. 20

185

Modification intégrée au  
c. C-2, a. 21

186

Modification intégrée au  
c. R-11, a. 1

187

Modification intégrée au  
c. R-11, aa. 2-5

188

Modification intégrée au  
c. R-11, a. 7

189

Modification intégrée au  
c. R-11, a. 8

190

Modification intégrée au  
c. R-11, a. 10

191

Modification intégrée au  
c. R-11, a. 11

192

Modification intégrée au  
c. R-11, a. 12

# RÉGIME DE RETRAITE

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

193		Modification intégrée au c. R-11, aa. 13-14
194		Modification intégrée au c. R-11, a. 17
195		Modification intégrée au c. R-11, a. 18
196		Modification intégrée au c. R-11, a. 22
197		Modification intégrée au c. R-11, a. 23
198		Modification intégrée au c. R-11, a. 29
199		Modification intégrée au c. R-11, a. 31
200		Modification intégrée au c. R-11, a. 33
201		Modification intégrée au c. R-11, a. 34
202		Modification intégrée au c. R-11, a. 35
203		Modification intégrée au c. R-11, a. 36
204		Modification intégrée au c. R-11, a. 37
205		Modification intégrée au c. R-11, a. 43
206		Modification intégrée au c. R-11, a. 44
207		Modification intégrée au c. R-11, a. 45
208 - 210		Omis
211	158	

## RÉGIME DE RETRAITE

---

**L.Q. 1973, c. 12**

**L.R. 1977, c. R-10**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

212 - 213

Omis

---

Annexe

Annexe I

---

Annexe II

Annexe II

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

